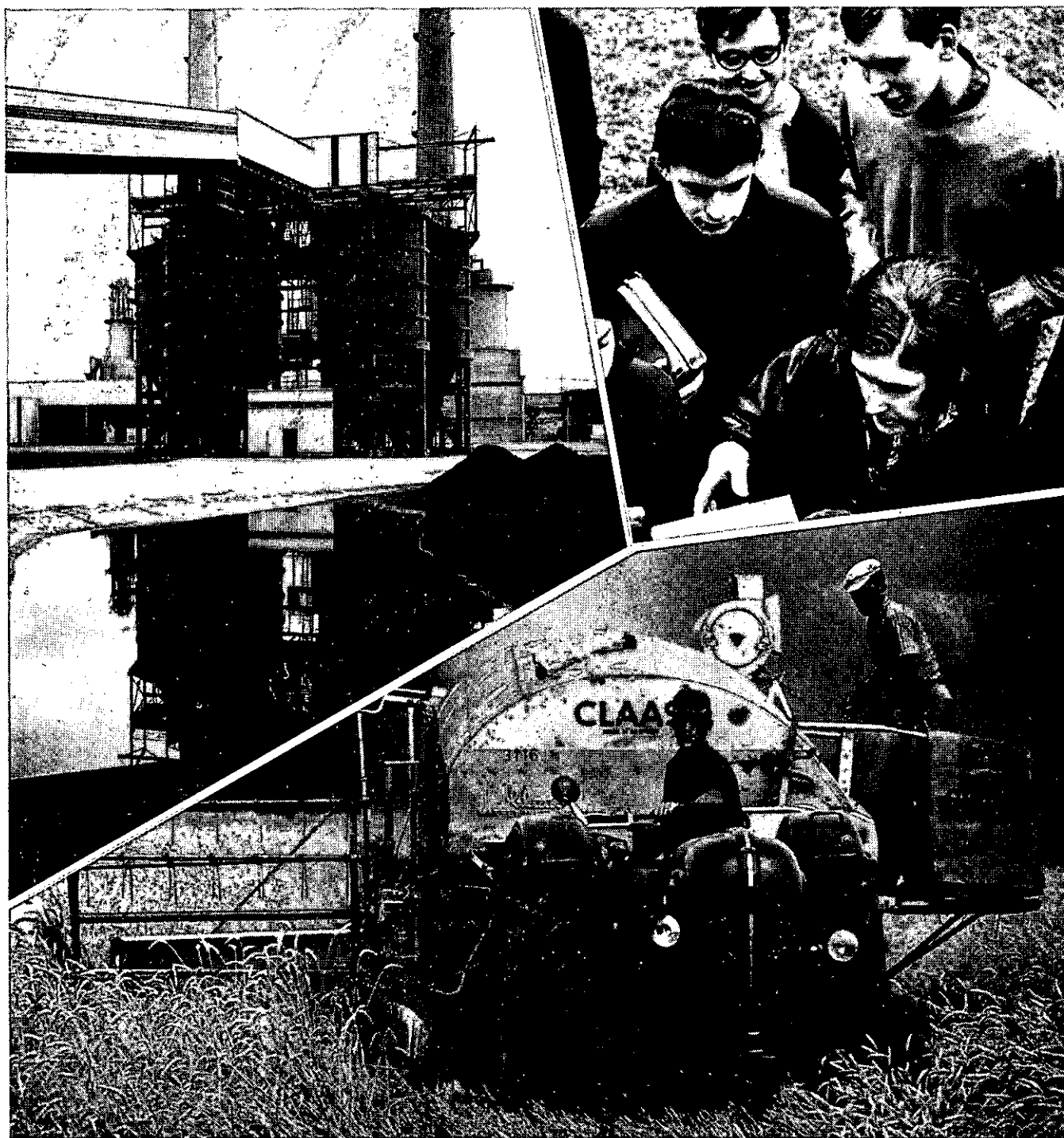


# FRANCE-FORUM

OCTOBRE 1967 - N° 83 - 2,50



**Le plan est-il possible ?  
Le plan est-il utile ?**

# Adieu à "Forces Nouvelles"

« Forces Nouvelles » qui était comme on sait l'organe du M.R.P. vient de cesser sa parution. L'événement nous concerne directement, non pas seulement parce que tel ou tel animateur de « France-Forum » appartenait aussi à l'équipe de « Forces Nouvelles », mais aussi parce qu'un périodique d'opinion, et d'opinion courageusement déterminée, a une importance et une signification que ne saurait mesurer, même si elle n'est pas négligeable, l'arithmétique de son tirage. Ainsi de la fin de « Forces Nouvelles », les commentateurs ont conclu à la mort du M.R.P. Constat de décès quelque peu précipité, puisque, irréversible ou non, le processus n'est pas achevé, et que seules les instances responsables d'un parti démocratiquement constitué peuvent, et ce n'est pas seulement juridisme, en décider la dissolution. Le M.R.P. était déjà en état d'hibernation, et il faut bien accorder que la fin de « Forces Nouvelles » accentue encore et de manière peu réparable son effacement.

C'est avec un double sentiment de tristesse et de gratitude qu'à « France-Forum » nous pensons au combat qu'aura mené « Forces Nouvelles » sous deux Républiques dont aucune n'a pu ou ne peut correspondre à l'idée que se faisaient de la démocratie les républicains populaires. De novembre 1944 à septembre 1967 (sauf une interruption de 1947 à 1951) « Forces Nouvelles » a été, semaine après semaine, l'expression politique d'un courant de pensée qui remonte à Lamennais, Lacordaire, Ozanam, aux « abbés démocrates », qui va du Sillon de Marc Sangnier à la Jeune-République, au Parti Démocrate Populaire, au M.R.P., dont le « Manifeste » de Gilbert Dru avait été un temps fort, et dont les idées maîtresses se reconnaissent aux « Cahiers de la Nouvelle Journée » de Paul Archambault, à l'« Aube » de Francisque Gay et de Georges Bidault, à « Politique » de Charles Flory et Hubert Beuve-Méry et sans doute aussi à « Terre Humaine ».

Faire un hebdomadaire engagé, loyal avec le parti dont on est l'interprète, fidèle aux valeurs qui donnent à ce parti ce qu'il a d'esprit et d'âme, faire front aux contestations en gardant, même et surtout dans la polémique, le respect de l'adversaire, le propos fait une ambition difficile à laquelle « Forces Nouvelles » n'a pas été inégal et qu'ont toujours maintenu à la hauteur qui convenait ses rédacteurs en chef successifs, Paul Bacon, René Plantade, Jean-Pierre Prévost, Annie Lombard.

Disparition de « Forces Nouvelles », effacement du M.R.P. ne doivent pas signifier que la pensée démocrate-chrétienne a fait son temps en France. Cette pensée s'inscrit dans une tradi-

tion historique qui est née et qui a vécu contestée, au-dedans comme au dehors des frontières de la chrétienté, qui n'a cessé d'être éprouvée par maintes difficultés et tensions internes, qui s'est sans cesse démultipliée et opposée à elle-même et qui n'a jamais pu rassembler en une seule vaste entreprise, ni même faire toujours converger les formes diverses de sa présence et de son action, témoignage d'esprit, éducation civique, combat social, engagement politique. A travers les vicissitudes et les contradictions, la pensée démocrate-chrétienne a changé le climat politique de la France et de l'Europe occidentale et contribué à donner à l'idée démocratique un contenu désormais acquis de tolérance et de dialogue dans l'organisation du pluralisme. Passé trop chargé de réalisations et de promesses pour que n'ait point d'avenir cette pensée démocrate-chrétienne qui ajoute à la permanence d'une inspiration peu épuisable cette autre richesse : les chances et les malchances d'une expérience sociale, politique, humaine.

Même si M.R.P. et démocratie-chrétienne n'ont jamais exactement coïncidé, il y avait un rapport certain entre ceci et cela. Il n'est pas question de faire ici le bilan du M.R.P., à la fois positif et négatif, comme il apparaît au terme de toute entreprise humaine. Il suffira de remarquer que, né de l'unité des démocrates-chrétiens qui avaient surmonté dans la Résistance cette dispersion qui était jusqu'alors leur fatalité, le M.R.P. n'a pas trahi l'idée démocrate-chrétienne, même si celle-ci a pâti de ses échecs et de ses insuffisances. Certes, les plus proches, par l'esprit, du M.R.P. perdent parfois leur sang-froid lorsqu'ils évoquent ses hommes et son passé. Modèle insurpassable de cet assez commun rituel d'exécration, les colères de François Mauriac, conséquences d'un trop grand amour promis à la déception par sa démesure initiale, et qui ajouteraient un cercle au plus profond de l'enfer de Dante pour faire expier l'inexpiable aux républicains populaires. Lyrisme polémique qui comporte plus de poésie que de vérité et avec lequel fait contraste l'équité judicieuse de René Rémond : « Sans absoudre ni ses erreurs ni ses faiblesses, l'histoire rendra justice à la part que le M.R.P. a prise au relèvement national, à la modernisation de l'économie, à la rénovation de la société. Si la IV<sup>e</sup> République mérite sous plus d'un rapport d'apparaître au jugement de l'histoire comme une période d'initiatives fécondes, le mérite en revient largement au M.R.P. » Et parmi ces initiatives fécondes comment ne pas compter la mise en chantier de l'Europe, inséparable du nom de Robert Schuman ?

Pourquoi ce souci, à temps ou à

contretemps peu nous importe, de rendre à cette place justice au M.R.P. ? Certes, parce que « Forces Nouvelles » ne saurait se dissocier du M.R.P., mais aussi, mais surtout parce que le M.R.P., ses instances, ses militants ont voulu « France-Forum », favorisé sa création et l'ont assidûment aidé en lui apportant ce supplément de ressources sans lequel les plus inlassables dévouements ne suffiraient pas à faire vivre, même si alors elle se contente de peu, une libre revue d'idées. Concours qui était certes une politique, mais d'ouverture, et qui restait fondamentalement désintéressé, car dans son indépendance, la revue était seule responsable de ses orientations et de ses attitudes, de sa recherche et de ses thèmes. Parce que par contrat originaire et toujours respecté, était exclue toute ombre de sollicitation extérieure, nous avons pu faire de « France-Forum » un instrument authentique de culture politique et une sorte de moderne journal des débats de la démocratie française. Dire publiquement notre gratitude au mouvement politique sans lequel notre revue n'existerait pas n'est rien de plus qu'un hommage à la vérité. La même vérité et une semblable reconnaissance nous font un devoir d'ajouter que « France-Forum » n'aurait pu obtenir son audience et atteindre à ce qui fait son originalité propre sans l'amitié active de nombreux collaborateurs, appartenant à des familles politiques souvent très éloignées du M.R.P., voire opposées, et qui sont venus ici dans un esprit aussi de désintéressement et de liberté.

La disparition de « Forces Nouvelles » crée à « France-Forum » un devoir de vigilance critique à l'égard de l'héritage démocrate-chrétien qui ne saurait être ni dilapidé ni confisqué, et puisque la démocratie-chrétienne revêt une saison de dispersion dans le centre et dans la gauche, dans le gaullisme et maints clubs et cercles, le devoir aussi de maintenir au service des uns et des autres les moyens de la reconnaissance réciproque. Il ne s'ensuit pas que « France-Forum », qui n'abandonne ni son style, ni ses refus, ni ses exigences, devienne une revue démocrate-chrétienne. « France-Forum » reste un laboratoire d'idées, ouvert largement à toutes les diversités de la pensée démocratique pourvu seulement qu'il s'agisse de pensée et qu'elles soient démocratiques, attentif à comprendre et à prévoir les mutations qui, sans raturer les vérités humaines fondamentales, changent dans la société politique les figures et les forces. Propos de culture et de liberté pour lequel nous avons plus que jamais besoin du concours de ces hommes libres que sont nos amis.

Etienne BORNE, Henri BOURBON.

# FRANCE FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

42, bd de Latour-Maubourg, Paris-7<sup>e</sup>

C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. INV. 24-05

Prix de vente au numéro .... 2 F 50

Abonnement : 8 n<sup>os</sup> par an .... 20 F

Abonnement de soutien ..... 30 F

*OCTOBRE 1967*

Photos : GIRAUDON - GLOAGUEN EDF -  
JACQUES WINDENBERGER - KEYSTONE

## *Sommaire* **83**

### ÉDITORIAL

ADIEU A « FORCES NOUVELLES » ..... 1

### FORUM

AMOUR ET ILLUSION,  
PAR ETIENNE BORNE ..... 2

### QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

LES ECRIVAINS CONTRE LES COMMISSAIRES,  
PAR FRANÇOIS FEJTO ..... 13

### ÉTUDE

LE V<sup>e</sup> PLAN,  
PAR ROSNY MINVIELLE ..... 17

### PROBLÈMES

L'AGRICULTURE D'HIER ET DE DEMAIN,  
PAR ROBERT PARMENTIER ..... 24

### LITTÉRATURE

DU ROYAUME FARFELU AUX ANTIMEMOIRES,  
PAR JANINE MOSSUZ ..... 28

### PROPOS DU TEMPS

L'ARCHE SUR LES GRANDES EAUX,  
PAR ETIENNE BORNE ..... 38

### NOTES DE LECTURE

HISTOIRE DE LA GUERRE FROIDE,  
DE ANDRE FONTAINE, PAR FRANÇOIS FONTAINE 31

GUIDE POUR L'UNIVERS POLITIQUE.  
DE RENE PUCHEU, PAR PIERRE AVRIL ..... 33

LES RIVALITES ATOMIQUES (1939-1966),  
DE BERTRAND GOLDSCHMIDT, PAR JEAN  
DERENNES ..... 34

LE V<sup>e</sup> PLAN, UNE STRATEGIE DE L'EXPANSION,  
DE JEAN-JACQUES BONNAUD, PAR HENRI  
BOURBON ..... 36

# AMOUR ET ILLUSION

par Etienne BORNE

*En avril dernier ce sont déroulés, comme chaque année, les Entretiens de Bayonne, organisés par Georges Hahn sur le thème « Réel et Irréel » (1) qui pose un certain nombre de problèmes fondamentaux : où trouver le réel ou le plus réel s'il y a des degrés dans la réalité ? Comment distinguer les différentes figures de l'irréel, irréel d'obsession et irréel d'évasion, irréel de fantaisie et irréel de consolation ? L'irréel n'est-il toujours que vanité et donc néant, ou serait-il parfois, en tant que représentation idéalisante et beauté insaisissable, une bonne puissance de négation d'un réel médiocre et vulgaire, et peut-être aussi le pressentiment, sans garantie objective, de quelque surréel ?*

*A ces entretiens participait un large éventail d'universitaires et d'écrivains qui ont exploité la diversité des réponses possibles aux questions posées, confrontant parfois le radicalisme de la négation et l'absolu de l'affirmation.*

*Il avait été demandé à Etienne Borne de présenter la dernière intervention de la séance de conclusion. Les pages qui suivent sont une mise en forme et un développement de ses propos.*

A l'extrême fin de ces Entretiens, il appartient au dernier intervenant de toucher à un sujet dont le simple énoncé remet tout en question, car se demander si l'amour n'est qu'apparence vaine et perpétuel générateur d'illusions ou si dans l'amour se dévoile l'existence authentique, c'est faire appel à l'instance ultime par laquelle au dernier moment tout peut être perdu ou sauvé, l'esprit comme la réalité.

D'entrée de jeu, nous poserons que si nous arrivions à saisir et à comprendre ce qu'il y a dans l'amour de substance et de sens, nous tiendrions du coup la réponse à cette suite de questions solidaires. Car l'amour sait ce qui a réalité et ce qui a valeur. Mais il est taciturne comme dit le poète c'est-à-dire qu'il garde bien ses secrets, et il risque de s'enfuir sans retour lorsque, comme dans le mythe antique, tombe sur son faux sommeil la goutte d'huile brûlante de la lampe et de la curiosité profanatrices.

---

## DES EXPERIENCES MULTIPLES, UNE ESSENCE

---

Les discours sur l'amour sont innombrables, depuis qu'il y a des hommes qui sentent et qui pensent, et ces propos entrecroisés, vieux, jeunes, toujours renouvelés, la source étant intarissable, disent, qui s'en étonnera, le oui et le non, le pour et le contre. Il serait léger de récuser ces discours antagonistes sous prétexte qu'ils se détruisent les uns les autres. Car le langage est porteur et révélateur de vérité et il ne peut que s'opposer dialectiquement à lui-même lorsqu'il exprime une réalité, si réalité il y a, aussi multiple et polyvalente que l'amour. Car, phénoménologiquement considéré, l'amour a mille et un visages, divers, et contrastés jusqu'à la contradiction et il est difficile et

sans doute impossible de l'enclorre et de le figer a priori dans des caractéristiques déterminées et identiques à elles-mêmes.

L'amour, en effet, porte au-delà de leurs limites naturelles, aussi bien la joie haussée jusqu'à l'extase que la douleur qui se tourmente elle-même jusqu'à la torture. L'amour est passion tumultueuse et soupçonneuse, ou affection calme et sagesse contemplative, peut-être non moins ardentes, car passion et contemplation peuvent ne point s'exclure, et l'amour, troublant les ordonnances les mieux établies, est capable, non seulement d'être un enfer ou un paradis, mais encore de mêler et de rendre indiscernables l'un de l'autre l'enfer et le paradis.

L'amour n'est pas contrariant : il s'accorde avec les grands rythmes du monde et se prête aisément aux exégèses biologiques ; il se laisse modeler sans résistance par toutes les structures sociales, il subit, comme une matière docile, l'empreinte des modèles culturels les plus disparates au long de l'histoire humaine. L'amour aussi est un éternel ferment révolutionnaire pour le meilleur et pour le pire dans les destinées individuelles comme dans les grands destins collectifs ; il ne tolère pas les contraintes et les prosaïsmes ; il peut exalter démesurément la sexualité ou la disqualifier absolument ; il ne craint pas d'être en perpétuel conflit avec le temps dont il ne tolère pas la tyrannie : brouillant les dimensions temporelles jusqu'à contester l'ordre de l'univers, il est tantôt nostalgique du temps perdu, tantôt prophétique de la justice à venir, et il n'est pas moins à contre-courant et à contre-sens du train du monde, lorsque de l'instant il prétend faire éternité.

Il est donc clair que, quelque définition que l'on propose de l'amour, et l'entreprise quoique désespérée est inévitable et doit être tentée, il en fera éclater les limites, car l'amour est toujours ce qu'on dit de lui et autre chose que ce qu'on en dit. Et pourtant l'amour n'est pas une irréalité fuyante et indéterminée, car les discours sur l'amour ont toujours sens, et s'ils sont si riches de signification c'est qu'il y a une essence de l'amour à laquelle participent plus ou moins bien les expériences, ténébreuses, lumineuses ou ambiguës qui le manifestent dans l'existence ; même si l'amour est à réinventer jour après jour, même si les formes qu'il prend peuvent se métamorphoser à l'indéfini, l'amour est toujours l'amour, jusque dans la plus défailante caricature de lui-même, image abîmée qui témoigne elle aussi pour cette essence de l'amour, à laquelle elle ne peut pas ne pas participer, sous peine de n'être rien. Cette essence, certes, est comme voilée, elle est irréprésentable, impossible à mettre complètement en équations, concepts et définitions, elle se dérobe à toute intuition ; supposée par tout discours sur l'amour, elle ne peut jamais être saisie qu'indirectement et obliquement, mais chaque fois qu'un homme aime dans la misère et la gloire de l'existence, il sait qu'il aime, et ce savoir même virtuel et masqué, renvoie à ce qu'il faut bien appeler l'essence de l'amour.

Essence que soupçonnent, cherchent et pressentent les philosophes qui ont le sens des problèmes fondamentaux, et premièrement le Platon du « Banquet ». On a bien dit les philosophes. Car, poser une essence de l'amour déjà attestée par la conscience que l'amour prend de lui-même dans le langage humain, revient seulement à affirmer qu'il y a, si malaisément accessible soit-elle, une vérité philosophique de l'amour. Platon disait bien, et c'est bon sens élémentaire plutôt qu'intempérance métaphysique, que sans essences, il n'est pas de philosophie : la condition de possibilité d'une recherche philosophique sur l'amour est donc, au moins à titre d'hypothèse, l'idée d'une essence de l'amour. Parce qu'elle est philosophique, cette recherche sera libre de tout préjugé d'ordre moral ou religieux et elle ne s'inquiètera pas de savoir s'il y a un amour qui est péché et un amour qui est vertu, autant de dénominations extrinsèques dont on ne nie pas qu'elles puissent être valables mais que l'on met entre parenthèses. On se garde cependant de réduire l'ambition d'une réflexion philosophique, car tous les discours sur l'amour, ceux que tiennent les mystiques et les théologiens ou qui se peuvent lire dans ces cours d'amour modernes que sont les « courriers du cœur » des hebdomadaires féminins, tous intéressent le philosophe en tant qu'ils peuvent révéler quelque chose de cette essence de l'amour qu'il s'agit moins de saisir que d'approcher et de symboliser à la mode platonicienne ou philosophique, pour se permettre un redoublement tautologique. La pire méprise serait donc d'attendre du présent propos quelque chose qui ressemblerait à une prédication chrétienne sur l'amour, certes utile et nécessaire en son ordre, mais qui exigerait une sorte de compétence et une espèce de charisme que le philosophe en tant que tel n'est nullement tenu de posséder.

---

## L'AMOUR, REVELATEUR DE L'EXISTENCE AUTHENTIQUE

---

Dans cette quête de la vérité de l'amour une très modeste approximation peut cependant toucher à l'essentiel. L'amour, du haut en bas de cette échelle de Jacob sur laquelle il étale la prodigalité de ses figures, est fondamentalement rupture d'indifférence. Dans la grande poésie comme dans les méchantes romances, le feu et la chaleur symbolisent l'amour cependant que, jusque dans l'enfer de Dante, le froid et la glace disent l'absence d'amour. Si l'existence en général et tout existence singulière ne me disent rien, si toute chose est égale à telle autre, si tout m'est égal, je n'aime pas. Aimer c'est découvrir qu'une existence qui est et qui me restera extérieure et étrangère prend pour moi in-

*Watteau, ce carnaval où bien des cœurs illustres  
Comme des papillons errent en flamboyant,  
Décors frais et légers, éclairés par des lustres  
Qui versent la folie à ce bal tournoyant.*

*Ch. Baudelaire.*

térêt et valeur, que tel être qui est différent de moi — et l'amour n'annule pas les différences, il les suppose et les renforce — ne m'est pas indifférent, que ce qui le touche et l'atteint me touche et m'atteint du même coup, qu'un besoin se creuse dont il dépend d'autrui et notamment de l'amour d'autrui qu'il soit ou non satisfait.

Description élémentaire, mais à partir de laquelle peut se découvrir l'essence paradoxale de l'amour ; aimer c'est s'affirmer soi-même, mais aussi sortir de soi, comme si le suprême intérêt et le désintéressement total ne faisaient qu'une seule et même surabondance. Aussi la distinction, commode pour les moralistes et les psychiatres, entre amour oblatif et amour captatif fausse-t-elle l'essence de l'amour ; que les théologiens en usent à leur tour pour séparer d'un « érôs » suspect une « agapè » qui ne peut pas ne pas unir grâce et vertu, cette promotion d'une distinction classique ne saurait en ôter le dangereux artifice : car l'amour est à la fois et d'un même mouvement désir, volonté de possession comme l'érôs, et offrande et oubli généreux de soi comme l'« agapè ». Qui aime, découvre son propre être et

sa propre valeur en même temps qu'il découvre l'être et la valeur d'autrui, et même, fût-ce dans la passion la plus jalouse, la valeur de l'existence universelle ; même s'ils sont seuls au monde, les amoureux valorisent le monde. Aimer c'est être prêt à se donner et à donner, mais aussi exiger immensément, à la limite donner tout et attendre tout ; le paradoxe de l'amour réside dans cette identité de contraires, puissance dans l'affirmation de soi et subordination de soi au service d'autrui y sont une seule et même chose ; aussi l'amour est-il vécu à la fois comme création pure d'une liberté et comme don totalement reçu de l'être aimé à qui seul en revient le mérite, si bien que dans le plus humain des amours se retrouve la problématique théologie de la liberté et de la grâce ; aussi l'amour pousse-t-il à l'extrême et fait-il converger à leur pointe la plus aiguë la force et la faiblesse d'un être : qui aime n'ignore pas à quel point un cœur peut être à la fois vaillance et anxiété, et qui aimerait dans toute la logique de l'amour se saurait absolument invincible et se sentirait infiniment vulnérable.

Apaisement et conciliation dans quelque juste milieu sont donc contraires à la nature de l'amour, faite de la conjonction des extrêmes. Tout se passe comme si, plus l'amour participait à l'essence de l'amour plus se montrait dans une réalité existentielle antinomique le paradoxe de cette essence. Le christianisme avance que Dieu est amour, qu'il a créé par amour, que l'incarnation, le Dieu-fait-homme, dogme générateur de tout son édifice dogmatique, est dans son mystère un suprême et imprévisible acte d'amour. De telles formules sont classiques, mais elles seraient absurdes et privées de toute signification si l'esprit humain n'avait déjà une idée pré-religieuse de l'amour sans laquelle il ne saurait s'ouvrir à l'intelligence d'une religion de l'amour. On peut alors soupçonner que Dieu est à la fois la prodigieuse énergie et l'inimaginable tendresse qui ont fait qu'en créant le monde, il a, comme parle Teilhard de Chardin, cédé à une imploration d'être devant laquelle, étant amour, il se trouvait sans défense, et que lorsqu'ensuite il s'est fait homme, à supposer que création et incarnation, œuvres du même amour, puissent être pensables séparément, tout s'est passé comme si, l'homme et même, et surtout l'homme déchu étaient, pour Dieu, objet d'attention exclusive et d'intérêt suprême, et comme si Dieu, selon ce qu'écrivit littéralement Saint Paul dans un langage aussi éprouvant pour le rationalisme théologique que celui de Teilhard, s'était obligé à sortir de lui-même et à annihiler sa divinité justement pour s'affirmer plus absolument comme Dieu et réaliser ainsi sa propre essence qui est l'amour.

Si cette élucidation de l'amour touche à quelque vérité, la réponse à notre problème va de soi, car il est, dès lors, évident qu'ainsi dévoilé comme essence l'amour est le contraire d'une illusion ; il est réalité et révélateur de réalité. L'amour, en effet, pose par une relation de découverte et de reconnaissance réciproques, l'« ego » et l'« alter ego » affrontés l'un à l'autre

*Je n'ai rien séparé mais j'ai doublé mon cœur  
D'aimer, j'ai tout créé : réel, imaginaire.*

et liés l'un par l'autre. Cette forme d'existence, le « moi » qui n'est un « moi » qu'en s'éprouvant capable d'être un « toi » est exactement celle de la personne ; l'amour dans la réciprocité du pour-soi et du pour-autrui implique un double « Cogito » : nous existons et nous savons que nous existons comme personnes dans la mesure où nous nous aimons ; et comme la personne est à la fois valeur et source de valeur, l'amour qui vient de la personne et va à la personne, est voie d'accès à la seule existence qui vaille en elle-même. Si l'amour était illusion, la personne et plus radicalement encore, l'existence dans ce qu'elle a de simple et de fort seraient pareillement des illusions.

Dans un monde sans amour, l'esprit n'atteindrait qu'à l'objectivité des choses, certes transparentes, maîtrisables, possédables mais privées d'intimité et de profondeur, il ne se connaîtrait lui-même que comme un « je pense » abstrait et une raison impersonnelle. Il n'y aurait alors, dans un tel univers, d'autre philosophie vraie qu'un idéalisme du sujet pensant, philosophie nécessaire et suffisante pour fonder la positivité de la science et de la technique, et tous les rap-

*J'ai donné sa raison, sa forme, sa chaleur  
Et son rôle immortel à celle qui m'éclaire.*

*P. Eluard.*

ports entre l'esprit et le réel seraient exhaustivement contenus dans la corrélation du sujet et de l'objet, un sujet connaissable et saisissable, dont on pourrait dire comme dans le proverbe anglais que la preuve du pudding, c'est qu'on le mange, ou pour transposer la métaphore que le critère de cette réalité c'est qu'on l'assimile entièrement et qu'on la domine totalement, une telle réalité ne ferait-elle pas de l'esprit un irréel et du monde une illusion ? Car si esprit et univers sont sans amour, où trouver existence et valeur ? Un réel qui n'existe ni ne vaut est-il vraiment réel ? Dans un monde dépersonnalisé, il n'y a littéralement personne et cette lapalissade métaphysique n'est pas sans portée : le vide et le rien seraient la vérité.

L'amour, dont la philosophie implicite est un réalisme de la personne, sauve ce monde de l'illusion et le fait exactement exister. Connue dans l'immanence du cœur, l'existence de la personne qui révèle l'amour se donne immédiatement comme une réalité transcendante à ses propres manifestations, si bien qu'il est d'emblée impossible de relativiser cet absolu et de le

ramener à quelque mesure objective ; aussi l'expression d' « objet aimé » est-elle foncièrement impropre, tant l'existence de l'être aimé est irréductible à toute forme d'objectivité. Il faudrait la dire sur-réelle, si l'objet était le seul réel. Que l'être humain n'ait pas de réalité substantielle en lui-même, comme personne, qu'il ne soit que la suite, cohérente ou absurde, peu importe, de ses paroles, de ses gestes, de ses actes, alors il ne pourrait ni aimer ni être aimé, pour la bonne et simple raison qu'il n'existerait pas, qu'il n'y a d'amour que d'un existant à un existant, et n'existent dans leur incommunicabilité ontologique que les personnes. On comprend mieux alors, et c'est un corollaire de cette certitude réaliste, que l'amour ne se ramène pas, si importantes que soient les tâches communes dans le détail des travaux et des jours, à quelque complémentarité utilitaire qui n'en est que la caricature et la trahison : aimer, en esprit, en vérité et en réalité, c'est se réjouir de l'existence de l'être aimé, existence qui, parce qu'elle se situe au delà des apparences phénoménales, appelle une certaine sorte de contemplation et de vénération, composante nécessaire de tout amour.

L'amour a donc une portée ontologique. Dans un univers dont la science et la technique nous découvrent qu'il se résout en un paquet de relations de plus en plus subtiles, l'existence des personnes fait, dans et par l'amour, un monde de présences plus incontestables que les étoiles au ciel, et irréductibles à toute représentation ; ces présences, ces « en-soi-pour-soi », sont les seules substances authentiques parmi une nature et une société désubstantialisées. On le disait bien, l'amour, réalité existentielle et révélatrice d'existence, est le contraire d'une illusion, et, sans lui, tout serait illusion.

---

## SCIENCE DE L'AMOUR, NEGATION DE L'AMOUR ?

---

Si les trop sommaires propositions précédentes étaient convenablement développées, la partie pourrait paraître gagnée. Et cependant, la prétention qu'apporte avec lui l'amour, d'une victoire totale sur l'illusion est si exorbitante qu'elle ne peut manquer d'éveiller une inquiétude soupçonneuse. Avancer, ce qui serait la tentation de tel existentialisme irrationaliste, que l'amour est un mystère qui est à lui-même sa propre et irrécusable lumière, une semblable intempérance dogmatique sera légitimement suspectée, car il ne serait pas honnête d'ignorer, ou de dépasser superbement les inévitables antinomies de l'amour, lequel, même s'il est mystère, est aussi problème et interrogation permanente sur soi. En première approximation, le pari de l'amour

est celui du tout ou rien : ou la certitude d'atteindre à une sorte d'absolu, à un réel plus réel que ce que les sens et l'entendement appellent chose et objet, ou, l'espérance démesurée se résolvant en déception totale, l'illusion génératrice d'illusions, si l'amour, dérisoire rencontre d'un comportement symboliquement ou réellement érotique et d'un fade spiritualisme onirique, n'est plus que l'assidue parodie d'une impossible et idéale essence de lui-même, réduite dès lors à l'ironique irréalité du mythe. Il faut donc faire entendre, le négatif succédant au positif, cet autre discours sur l'amour, enraciné lui aussi dans une longue expérience humaine, celle-là même qui nourrit inlassablement pessimismes et scepticismes ; mais un tel discours qui est légion ne saurait faire système ni se concentrer en une unique intuition, même s'il revient à dire, sous toutes ses formes, que l'homme n'aime pas mais joue à aimer : car c'est toujours par des approches multiples et dissociées que se mènent les entreprises de démystification.

Pour commencer par le plus facile et le plus commun, comment ne pas constater que l'amour ne cesse d'idéaliser les êtres et de dramatiser les situations, qu'il est la première et la plus fascinante de ces passions que les sages s'évertuent à condamner et à dissoudre, parce que incorrigiblement fabulatrices, elles s'obstinent à voir les choses non comme elles sont, mais telles qu'elles devraient et pourraient être, dans un trompeur et toujours renaissant effet de mirage. Perpétuel machiniste de démons et de merveilles, magicien, sorcier, sophiste, comme il est dit dans le Banquet, l'amour est tellement brouillé avec ce qu'on pourrait appeler, en langage freudien, le principe de réalité qu'il se présente à la lucidité de l'analyse comme un principe d'irréalité. Cette intériorité et cette profondeur que l'amour croit pressentir dans ce qu'il aime ne sont-elles pas l'illusion des illusions, la subjectivité décrochée du réel prêtant complaisamment à tout ce qui l'attire ou la flatte son propre vertige d'abstraite intimité et de fausse profondeur. D'où suit par généralisation abusive cette pseudo-connaissance poétique du monde qui, à l'arrière de ce qui est, croit pressentir de l'âme et des âmes — car l'âme est le mythe majeur de l'amour. Le salubre bienfait des sciences et des techniques positives, qu'elles prennent pour objet — notion décisive — la nature ou l'homme, aura été de congédier cette poésie mensongère ; l'amour qui se nourrit de fables émouvantes érotise l'univers et le peuple d'existences aimables ou terrifiantes ; exorcisant, raturant ou plus simplement ignorant l'existence pathétique, la science décrit, décompose et recompose autour et au-dessous de l'homme des objets affectivement neutres, sans bienveillance ni malveillance. L'amour, on l'a vu, prétendait disqualifier l'objectivité au profit de l'existence. Mais congédier sans ménagement la raison objectivante, c'est s'exposer à d'imparables retours offensifs de la science, car il y a toujours



dans le propos scientifique d'objectivité une puissance capable de dévaloriser l'existence et par conséquent de démystifier l'amour.

D'autant plus que l'amour ne saurait se réclamer d'on ne sait quel privilège exorbitant dans sa singularité et décliner, en ce qui le concerne, la compétence d'une connaissance scientifique et positive; comme toute autre réalité humaine l'amour est aussi objet et, comme tout objet, il est analysable, explicable, réductible à des conditions de possibilités qui peuvent être sociologiques et biologiques. Dès lors l'amour ne s'affirme plus comme une constante intemporelle de la condition humaine, encore moins comme le fidèle reflet d'une essence éternelle qui serait sa seule et immuable vérité, mais ses multiples figures et expressions seront justiciables des vicissitudes, des relativités, des évolutions qui sont la loi de l'expérience en tant qu'expérience. De telles réductions sont inévitables, mais il faut bien comprendre qu'elles ne sauraient être neutres à l'égard de l'amour; faisant de l'amour un objet, elles ne peuvent manquer de le rendre illusoire. Plusieurs fois illusoire.

Il y a d'abord une réduction sociologique de l'amour. L'auteur pascalien du « Discours des passions de l'amour » avait par avance dégagé la philosophie de l'amour contenu dans l'anthropologie culturelle à venir lorsqu'il écrivait : « c'est une chose étrange que la coutume se mêle si fort de nos passions ». L'amour en effet, style et contenu, change avec les siècles, voire avec les générations, romantique en un temps, sec et sans rhétorique en un autre temps. Beauté féminine, virilité masculine, langages et rituels amoureux, obéissent à des canons ou à des critères variables avec les civilisations et il n'est pas jusqu'à l'amour de Dieu qui chez les mystiques ne porte la marque de l'orient ou de l'occident, de l'antique ou des temps modernes. Qu'on ne parle pas de revêtement accidentel qui ne mordrait que superficiellement sur une réalité en son fond permanente et universelle; car c'est l'amour tout entier qui meurt et est inventé à chaque novation culturelle; car ce qu'il y a de naturel dans l'amour, qui est de l'ordre de l'instinct, et relève de mécanismes élémentaires au surplus animaux autant qu'humains, n'est pas encore l'amour et apparaît comme prétexte à des conduites de refus et d'exigence, à tout un art poétique et religieux, bref à des constructions symboliques et mythiques infiniment diverses et contradictoires et qui appartiennent incontestablement à l'ordre de la culture. De l'instinct sexuel à l'amour, il y a toute la distance, et c'est encore une fois une différence d'ordre, qui sépare nature et culture, et celle-là dans la pauvreté et la nudité de sa sauvagerie n'est que la cause occasionnelle de celle-ci qui abonde et surabonde en interdits et artifices, cruautés et extases dans lesquels il faut bien reconnaître, inscrits sur la toile banale, les brillantes arabesques de ce que les hommes appellent les civilisations. Si l'amour est

ainsi un phénomène plus culturel que naturel, comment ne pas conclure à un nominalisme et à un relativisme de l'amour, concept équivoque et qui éclate en expériences hétérogènes? L'amour, comme idole sociale et modèle culturel, doit abdiquer l'ambition de joindre la singularité de la personne à l'absolu et à l'universel; ou plus exactement il n'y a pas l'amour, mais une comédie de l'amour jouée dans l'espace et le temps par la farandole et le carnaval des civilisations et qui, à supposer que l'homme soit absolument libre ne lui laisserait que le choix du masque grâce auquel il pourra jouer dans le tourbillon un rôle fugitif.

Une réduction sociologique et culturelle, telle qu'on vient de l'esquisser, a le tort de mettre à la portion congrue ce qu'il convient maintenant d'appeler la vérité biologique de l'amour. En décrivant la sexualité comme une histoire dramatique avec ses nœuds malaisément dénouables et ses obsessions régressives, en dépitant les travestissements et les déguisements de l'instinct, en mettant l'accent sur la permanence obstinée d'un désir qui, tel l'erôs du « Banquet » n'est languissant et moribond qu'en apparence et par ruse afin de mieux préparer renouvellements et rebondissements, le freudisme a proposé une réduction biologique de l'amour qui, à l'inverse de la réduction sociologique ou « culturaliste », ne voit dans les idéalizations et les symbolisations que des épiphénomènes explicables par un phénomène de base que serait la pulsion érotique. Contraintes et répressions, parce qu'elles sont refoulantes et non annihilantes, n'en prouvent que mieux la présence et la puissance, toujours couvertes, jamais ôtées. Les habiles alibis du désir, qui se donne souvent pour un autre que lui-même, ne sauraient empêcher la police psychanalytique d'établir la fiche signalétique définitive de ce vagabond et de ce clandestin, et la variété même des déguisements implique l'identité à soi du déguisé. Le désir, au sens biologique du mot, est alors la vérité première et dernière de l'amour : si sublimé soit-il dans des idéalismes et des mystiques, l'instinct sexuel est toujours là et il est toujours l'instinct sexuel. Ici encore un savoir, qui se veut scientifique, de l'amour aboutit à cette réduction de l'amour qu'il impliquait d'ailleurs au départ.

Car s'il se ramène en son fond à une nécessité de caractère biologique, l'amour n'est plus l'amour, mais l'illusion de beauté et de liberté que secrète le désir pour vêtir sa nudité et farder sa fatalité. Bien plus, la satisfaction que son destin est de chercher et de toujours obtenir, soit en réalité, soit dans l'énigme sans mystère des symboles, sera elle-même illusion. Car, biologiquement considéré, l'amour n'est rien d'autre que l'assurance que prend la vie contre la précarité de la vie, et dans la trame de l'existence, il renvoie à un envers qui est la mort. Erôs et Thanatos sont les deux faces opposées et liées d'un Janus bifrons, comme l'a entrevu Freud et qui composent à

elles deux la vraie figure du dieu de l'amour. Tel est le mystificateur des amants, trompeur toujours heureux : les partenaires du dialogue amoureux croient exister l'un par l'autre et l'un pour l'autre, mais ils ne sont que les moyens dont se sert l'élan vital, génie artistique, ironique et utilitaire, pour parvenir à ses fins et maintenir la permanence de l'espèce, seule substance dont les individus sont alors les accidents éphémères. Et si le personnalisme, qui lui est essentiel, n'est qu'un leurre, l'amour, ne peut qu'apparaître, une fois de plus, comme une illusion.

Avant Freud, était Nietzsche dont on se demandera s'il ne fut pas, aussi, un athée de l'amour ; car si, avant la révélation du surhomme, l'histoire de l'esprit et du cœur humains se ramène à cet échec continue que raconte et dénonce Zarathoustra, l'amour ou du moins la sorte d'affectivité que, depuis les temps platoniciens et chrétiens, appellent de ce nom d'amour les rhétoriques, les littératures et les religions, sera l'aveu privilégié de ce ratage monumental de l'homme par l'homme : parce qu'elle était incapable d'atteindre à la noblesse authentique, l'ordinaire de l'humanité, mystifiant jusqu'à son élite, s'est réfugiée pour tuer l'appel au dépassement dans de molles et complaisantes sentimentalités. Si la volonté de puissance, délibérément abîmée et calomniée, est la vérité de l'homme, vérité encore méconnue, mais destinée à s'affirmer un jour avec éclat, l'idée même de l'amour qui divinise les valeurs de féminité, détend les énergies viriles et a été fabriquée comme un système de sécurité par les faibles pelotonnés dans leur manque d'être et leur peur de vivre, elle ne pourra manquer, cette idée, d'être radicalement mise en question et congédiée au nom d'un art de vivre enfin rigoureux. L'amour sera précipité du sommet de l'existence, et avec justice puisqu'on saura enfin qu'il n'exprime plus qu'une retombée de vitalité. Eclairé par la cruelle lumière du prophétisme nietzschéen, l'amour devient l'alibi lyrique que se donnent pour justifier leur évanescence réalité les êtres qui veulent ignorer ce qu'il faut pour exister d'audace et de dureté.

Ainsi vont diverses, mal conciliables entre elles, et indéfiniment multipliables, les contestations dont chacune a trouvé un biais par lequel l'amour sera convaincu d'illusion. L'amour était d'abord ferveur génératrice de clarté et dévoilement privilégié de l'existence authentique ; le voici maintenant déchu de cette haute ambition et contraint de confesser ce que, sous une brillante apparence, il cache de réalité désobligeante et humiliante. L'erreur serait de considérer l'affirmation première et les négations successives, qu'elle ne peut pas ne pas provoquer, comme autant de théories séparées qu'il s'agirait de confronter et de discuter, de telle sorte, qu'après la bataille des réfutations, puisse être proclamée victorieuse soit la thèse, soit l'une ou l'autre des antithèses, à moins que, et ce serait une issue pire encore, on se résigne à laisser la place à quelque

compromis, plus diplomatique que philosophique, entre la thèse qui toujours résiste et les antithèses qui ne peuvent manquer d'ébranler la thèse dès lors qu'elles l'assaillent. L'une, la thèse, y perdrait sa vigueur, les autres, les antithèses y affaibliraient leur virulence, vigueur et virulence, qui sont également nécessaires et pareillement précieuses à qui entreprend de comprendre et de vivre la vérité et la réalité de l'amour. Cette connaissance vécue ne peut être que dramatique, parce que la thèse et les antithèses faisant antinomie sont toutes et chacune irréfutables, dès lors que leurs principes générateurs ne peuvent pas ne pas être admis ; il importe d'assumer le tout de cette antinomie en enveloppant la thèse et les antithèses dans une même dialectique, qui, en ne séparant pas le positif et le négatif, pourra être considérée, au terme, comme un commencement de réponse à notre question.

---

## VERITES EXTREMISTES DE L'AMOUR

---

Rassemblons, en vue de ce dernier effort, les résultats de nos démarches. Deux propositions, qui peuvent être, l'une et l'autre, argumentées, démontrées, prouvées, s'imposent contradictoirement : l'amour est un absolu, révélateur d'absolu ; l'amour est un absolu d'illusion. On récuse d'abord un propos de capitulation qui dirait l'antinomie insoluble et qui équivaldrait à un suicide de la réflexion ; on récuse ensuite tout appauvrissement relativiste de la thèse comme de l'antithèse en vue d'une conciliation approximative qui serait une fausse dialectisation de l'alternative et laisserait échapper l'amour en n'en retenant qu'une ombre portée et tronquée. On récuse enfin et surtout l'alternative elle-même dans la mesure où elle semble nous imposer un choix entre l'un de ses deux termes qui exclurait l'autre comme le vrai le faux. C'est dans l'antinomie elle-même vécue, éprouvée et mûrie qu'on lira, inscrite à hauteur d'hommes la double vérité de l'amour, le négatif y trouvant sa fonction de purification et d'approfondissement du positif. Il n'est pas étonnant que la contestation de l'amour soit intégrée à une authentique philosophie de l'amour, puisque le doute sur l'amour fait partie de l'expérience humaine de l'amour. En une telle matière, la pensée ne saurait avoir d'autre ambition à la limite que de s'égaliser à l'expérience, laquelle reste ouverte, comme l'espérance.

Le double « Cogito » de l'amour découvert et affirmé en premier lieu sera intégralement maintenu au terme. Le « nous nous aimons, donc nous existons dans une irréductible relation de personne à personne » ne

fait certes pas un savoir invincible dans la vie du couple aux vicissitudes et aux platitudes du quotidien, mais cette proposition implicite ou explicite est l'objet d'une foi en dehors de laquelle l'amour ne saurait avoir sens et consistance. Cette foi, si elle n'était vulnérable au doute ne serait pas une foi, c'est-à-dire vertu en même temps que connaissance ; (le trait cornélien : « je l'aimais par devoir, ce devoir dure encore », toujours compris à contre-sens est une bien profonde parole sur l'amour). Ce qui est vulnérable ne manquera jamais d'être blessé et la foi que pour être l'amour, l'amour doit avoir dans l'amour sera une foi qui mettra son courage et son honneur à se maintenir entamée et démantelée. Nous l'avons assez dit, la référence à l'essence de l'amour est constitutive de toute expérience de l'amour, même la plus plaintivement misérable. Entre ce qu'un amour voudrait être, ce qu'il espère être dans l'obscurité fervente de la foi, et ce qu'il a peur d'être dans le hasard continué des incidents et des accidents, s'établit nécessairement cette tension qui donne sa vitalité dramatique à tout sentiment et fait de la passion la vérité de l'amour. Nous retrouvons ici, existentiellement, l'antinomie que mettaient en place dans leurs contradictions les diverses philosophies de l'amour. Parce que l'amour ne peut jamais coïncider avec son essence qui le tient au-dedans et qu'il redoute de se dissoudre dans ses conditions d'existence, biologiques et culturelles, qui le soutiennent du dehors, il n'est d'amour authentique que celui qui croit à l'amour et doute de l'amour. Descartes proposait un « Cogito » capable de remporter une victoire totale sur le malin génie. Le double « Cogito » de l'amour ne saurait prétendre à ce style triomphaliste (encore qu'il y ait plus d'humilité qu'on ne dit dans le « Cogito » cartésien) et rejeter définitivement les machinations des puissances trompeuses et l'allégation d'illusion. Si pieux, si fidèle et si bien armé soit-il, le chevalier de Dürer, saisissante parabole de la foi, chemine dans la compagnie de la mort et du diable. Ainsi au long de ses itinéraires, l'amour ne peut jamais si pur et si profond soit-il, congédier l'indiscrete et ironique et dangereuse escorte.

On comprend ainsi que l'amour puisse tourner à l'aventure et à la tragédie. Il y a des désespérés, visibles ou cachés, parmi les hommes et tout désespoir est désespoir de l'amour. Mais on comprend aussi que la vérité dramatique de l'amour n'implique nullement une fatalité tragique et que puisse maintenant s'ouvrir une voie certes de risque, mais aussi de libération. De même que l'amour ne peut avoir la vision face à face de sa propre essence à laquelle il participe obscurément et dont l'intuition l'établirait dans la sécurité et l'invulnérabilité, de même le doute sur l'amour, le plus pressant, le mieux raisonné, le plus angoissé restera toujours à l'état de possibilité et de conjecture ; je peux trouver cent bonnes raisons de juger que l'idée de l'amour n'est que mythe, je n'arriverai jamais à transformer mon soupçon en certitude de tranquille déses-

poir et l'autre possibilité celle qui laisse entrebâillée la porte de l'espérance ne pourra jamais être complètement anéantie ; cet amour qui m'apparaît comme le résultat prévisible de ses conditionnements, du moment que je le vis et l'éprouve comme « mon amour » ou « notre amour », il pourrait être aussi l'approximation incertaine d'une essence cachée mais impossible à nier dogmatiquement ; et lorsque j'ai cru aimer sans aimer, démontrerais-je avec tant de sûreté la mécanique de l'illusion si je ne savais, si je n'avais toujours su ce qu'est l'amour en son authentique essence.

De telles remarques suffisent pour rompre la fausse symétrie du positif et du négatif et elles équivalent à une solution pratique de l'antinomie. Les cas-limite ici emporteront la conviction : il arrive aux mystiques de dire que même si par impossible Dieu n'existait pas, ils ne regretteraient pas d'avoir choisi cette folie de l'amour qu'est la charité. Et à l'autre extrémité de l'horizon métaphysique, et non sans correspondances inversées, l'amour fou des surréalistes est une illusion qui se sait illusion mais qui préfère son émerveillement sans substance au prosaïsme épais de ce que les installés trop bien réveillés appellent la réalité. Ces extrémistes de l'amour mystiques ou athées, nous font entendre que même si l'amour n'était qu'un beau rêve, condamné par la vie, c'est la vie qui deviendrait méprisable et le rêve n'aurait pas tort. Serait-elle mythique, l'essence de l'amour conserverait ce qu'il faut d'absolu de valeur pour dévaloriser toute réalité. Serait-il même illusion, l'amour aurait quand même raison. Aboutissement paradoxal qui équivaut à un renversement du contre au pour : une essence qui, réduite à l'état de mythe, garde les vertus de l'essence pourrait bien être une essence vraie et donc réelle parce que vraie.

---

## DANS L'AMOUR, VOILEE UNE RELIGION

---

Puisque l'amour ne va pas sans foi dans l'amour, la philosophie implicite de l'amour se change en religion ; ainsi expliquera-t-on qu'il y ait, au cœur de l'amour, lui donnant profondeur et signification, une religion, mais naturelle, indéterminée, qui peut être paienne ou préchrétienne. La religion est sens du divin et l'amour propose un pressentiment du divin, ambiguïté certes mais peu contestable : d'abord il est, en dévoilant chez autrui l'absolu et le sacré de l'existence, révélateur de cette part divine de l'homme appelé plus communément l'âme ; si comme le dit l'Ecclésiaste, ce souffle qui chez l'animal descend, monte chez l'homme, c'est qu'il est alors animé par l'amour révélateur de l'âme ; l'amour aussi tend à constituer entre ceux qui s'aiment une communauté, qui serait une totalité à la

fois belle, réelle et vraie. Si le divin, comme le sait d'avance tout esprit, est l'identité de l'être, de l'intelligibilité et de la valeur, la réciprocité de l'amour crée un « milieu divin » par lequel les fidèles de l'amour éprouvent qu'existe ce qui mérite d'exister, que l'idéal est en même temps le réel, bref que le divin n'est pas une illusion.

Cette religion de l'amour, tout inévitable qu'elle soit reste incertaine et équivoque, exposée à être sans cesse éprouvée par le malin génie de la lucidité critique qui vaut par exemple contre les dégradations possibles de cette religion, et par exemple capte cette retombée de style panthéiste qui fait du divin une manière de substance impersonnelle : les âmes qui ont découvert dans et par l'amour l'identité de leur nature divine, prennent pour l'absolu du sacrifice un vertige de perte dans une totalité indifférenciée, étincelles qui rejoignent l'indivisible flamme, gouttes d'eau requises par l'Océan. La personne, dont l'amour avait découvert la réalité et la valeur, deviendrait alors illusion et il est trop clair que l'amour qui prétendrait dépasser et nier les personnes se nie en tant qu'amour. La religion de l'amour, alors, aurait tué l'amour.

Plus subtile à apercevoir, cette autre retombée de la religion de l'amour qu'est cette érotique platonicienne esquissée par « le Banquet » et à laquelle la culture chrétienne devait faire une sa curieuse fortune. Il n'y a d'amour dira-t-on que d'un divin capable de saturer en plénitude l'aspiration d'un désir que ne peut combler rien de limité et de déterminé. Ainsi s'expliqueraient quêtes et errances humaines à travers les vastes espaces de l'amour qu'une chasse harrassante mais jamais lassée et une prise toujours manquée transforment en déserts stériles, voire en terres maudites. Dès lors, l'amour humain, trop uniquement humain, est voué à cet échec que pressentirait toute passion dans son douloureux élan, car qui aime demande trop c'est-à-dire tout à son partenaire et l'être humain irrémédiablement partiel et fini ne peut donner le tout et l'infini. Si la vraie finalité de l'amour est le divin, l'amour seulement humain serait voué à l'illusion, et puisque c'est un absolu que, implicitement, cherche et manque l'amour, cette nécessaire déception deviendrait, sous forme d'épreuve expérimentale et, aussi irrécusable que l'insatisfaction humaine, une preuve, sans cesse renouvelée de l'existence de Dieu. La religiosité nostalgique du romantisme et même une poétique chrétienne plus vigoureuse ont largement exploité ce thème dans lequel la métaphysique se fait si aisément littérature : « Je suis la promesse qui ne peut être tenue, et ma grâce consiste en cela même », dit l'héroïne claudélienne de « la Ville », illustrant par ce trait un corollaire assez immédiat de cette religion platonisante de l'amour qui telle qu'elle est ordinairement comprise, semble faire de la beauté particulière un incertain reflet de

la Beauté éternelle, seul et authentique objet de la recherche d'Erôs.

Ici, derechef, déviation de la religion de l'amour : si, comme on le répète souvent, il n'y a pas deux amours, si tout amour humain est un amour de Dieu travesti et déguisé, la personne n'est pas dans l'homme le terme vrai de l'amour, l'amour devient une fois de plus illusion et avec l'amour cette terre qui ne peut être que vanité si l'amour, sa sève et son achèvement, ne sont que vanité. Seraient alors justifiées par cette érotique métaphysique les grandes imprécations de Nietzsche contre l'amour de Dieu convaincu de faire perdre à l'homme sa vertu, en calomniant et en déréalisant ce monde et ses splendeurs, seuls dignes d'aimer les énergies et de polariser les désirs. Encore que Nietzsche soit plus tributaire qu'on ne dit de cette érotique puisque, pour que la terre soit un objet digne de l'amour humain il lui faudra bien la diviniser et l'établir dans l'absolu de l'être par le biais du retour éternel.

Reste, une fois dénoncés ses égarements, à caractériser cette religion naturelle de l'amour. L'amour est naturellement religieux, non pas qu'il implique on ne sait quelle clairvoyance ou voyance surnaturelle ou préternaturelle, les réalités de la condition charnelle interdisent à l'âme l'intuition de l'âme d'autrui et toute fusions des consciences dans une sorte de totalité sentie où s'abîmerait la singularité de l'une et de l'autre n'est que l'illusion du délire sensuel et relève d'une alchimie en apparence spiritualiste, en réalité matérialisante. La vraie religion est non pas intuition, mais foi. Ainsi la religion de l'amour. Impossible qu'un être aime un être, sans une foi de l'être dans l'être, et non pas seulement foi-confiance — ceux qui s'aiment engagent leur foi, et cette foi porte au-delà de toutes les fidélités de serment et de volonté —, mais foi qui est croyance à la personne c'est-à-dire en un absolu d'existence et une irréductibilité de valeur, lesquelles existence et valeur ne sont pas vues mais crues. Foi nullement irrationnelle, car elle ne va pas sans raisons de croire qui seulement, si fortes soient-elles, n'équivaudront jamais à l'impossible intuition. Et, en effet, si l'homme n'est pas ce que l'amour, religieusement, croit qu'il est, c'est-à-dire une personne qui a la dignité sacrée de fin, l'homme n'est plus l'homme mais une rapsodie de pouvoirs, de phénomènes, de qualités dont l'unité sera toujours extrinsèque et précaire. Bref, si l'amour est une illusion, l'homme aussi est une illusion. Mais que l'homme soit l'homme et non pas une brassée d'apparences appelée conventionnellement de ce nom par commodité de langage, je ne le sais pas au sens objectif et rigoureux du mot savoir, mais je le crois, parce que je garde la certitude que dans son assurance fondamentale « tu es, et je suis dans la mesure où tu es », l'amour ne saurait se tromper et nous tromper.

Une telle foi, parce que l'évidence lui est refusée, a

nécessairement quelque chose d'insatisfait et d'inquiet, ce qui explique qu'il y ait toujours de la passion dans l'amour. L'amour qui unit les personnes en les fondant comme personnes non seulement n'abolit pas les distances entre les êtres et ne supprime pas l'incommunicabilité des consciences, mais il découvre, et c'est une épreuve permanente, que cette distance et cette incommunicabilité ont une nécessité métaphysique, une dureté ontologique absolument impossibles à fléchir et à infléchir. On comprend ainsi que ceux qui s'aiment s'opposent en même temps qu'ils s'unissent, que la résistance à l'impérialisme d'autrui, à sa volonté d'annexion et de puissance, toujours possible et menaçante est le combat que l'amour livre pour rester l'amour et ne pas se nier lui-même en se changeant en un rapport de domination à servitude. Pas d'amour vivant qui ne soit tension, car l'être aimé est toujours l'obstacle et l'objection qu'il importe de ne pas dissoudre ou réfuter afin de mieux respecter l'inimaginable, insupportable et sainte autonomie d'un être libre. Et s'il fallait « comme on compte les morts sur un champ de bataille » dénombrer dans une vie les échecs de l'amour, on s'apercevrait qu'ils tiennent tous à un relâchement de la passion et à un manque de foi.

Religieux parce qu'il implique la foi, l'amour l'est aussi parce qu'il appelle une consécration qu'il faut bien distinguer de l'institution sociale et du modèle culturel avec lesquels elle paraît se confondre ; c'est l'amour qui vivifie la lettre des cérémonies et des formules, et le besoin de consécration est immanent à l'amour lui-même ; même l'amour qui se dresse à tort ou à raison contre les conventions et les morales n'est pas incapable de se faire des rites à son usage et de s'inventer une liturgie cachée. Un amour toujours maladroit, précaire, hésitant, qui se sait menacé par les ennemis du dedans et les dangers du dehors, je voudrais qu'il réalise cette essence de l'amour qui l'habite et à la fois l'exalte et l'humilie ; mais ce vœu pourra-t-il se réaliser et le pire pourra-t-il être conjuré sans la bienveillance des puissances innommées et secrètes de l'univers, sans une sorte de grâce prévenante qui vient confirmer l'ébauche de geste sacré qu'esquisse déjà le mouvement du cœur ? Cette attente d'une consécration n'est pas sans superstition ni poésie équivoque ; comment aimer sans craindre pour son amour et la peur est habile à s'inventer des sécurités fétichistes, mais l'amour est plus religieux que superstitieux et, il n'arrête pas de trembler, car cette consécration qui le sacrifierait définitivement, il ne l'attend et la pressent que dans l'obscurité et la passion d'une foi interrogative. Espérance désintéressée, car aimer, on l'a remarqué maintes fois plus haut, c'est fondamentalement se réjouir de l'existence de l'être aimé ; qui aime vraiment, je m'étonnerais s'il ne se sentait pas l'envie de bénir l'existence en général dans un emportement de gratitude sans savoir toujours, car une religion naturelle est inchoative et inachevée si ce mouvement de reconnaissance, qui attend que le sacré réponde au sacré et

qui est le plus pur du besoin de considération s'adresse à l'univers ou à un Dieu inconnu.

La religion de l'amour n'est donc nullement pacifiante et un dernier trait montrera qu'elle ne peut rompre le pacte qu'elle a noué avec l'angoisse. Aimer, c'est découvrir qu'un être n'existe pas seulement dans le hasard ou la nécessité, l'anonymat objectif des causes et des effets, parmi les indéfinis conditionnements de la nature et des sociétés, mais qu'il mérite d'exister, personnellement et nommément. Or, cette valeur est méconnue et bafouée par les forces visibles et sensibles de cet univers qui un jour, comme on rature un mot inutile, effaceront de cette terre l'être unique et singulier. L'inévitable mort de l'être aimé est la plus dure épreuve de la religion de l'amour, celle qui la met la plus radicalement en question : comment bénir un univers qui tuera les êtres que j'aime et qui, pour parler métaphysiquement, réalise à chaque instant, par la mort, cette dissociation de l'existence et de la valeur que le propre de l'amour est d'appréhender ensemble, indivisiblement ? On se permettra ici de corriger le mot de Gabriel Marcel : « Aimer c'est dire à l'être aimé, toi tu ne mourras pas » et de le mettre sous la forme problématique et antinomique qui convient : « tu ne devrais pas mourir et pourtant tu mourras ». Car il n'est pas si aisé à l'amour de convaincre la mort d'illusion. Ou plutôt ne parlons pas ici d'illusions : à ce terme, elles sont toutes mortes. Ni l'amour, ni la mort ne sont des illusions, mais les extrêmes affrontés, et qui se nient l'un l'autre, de toute vie humaine. La vérité ici ne peut être qu'extrémiste et ne supporte pas le compromis. Le débat qui n'a rien d'académique est entre la religion de l'amour et ce qu'il faut bien appeler l'anti-religion de la mort. Si la mort réfute la religion de l'amour, l'amour, et c'est ce qu'il y a en lui de plus religieux refuse la mort : ce sourire qui n'illumine que l'instant, ce visage fugitif comme le temps, l'amour ne peut les aimer que dans et par le baudelairien « salut à l'immortalité » ; tel est aussi le sens profond du « Banquet » que traduisent et travestissent à la fois les vulgarisations platonisantes et les mythologies platoniciennes. Religion toujours vulnérable (et qu'on ne confond pas avec la religion surnaturelle, révélée, dont elle ne peut être que la pierre d'attente), car la mort est une provocation permanente à l'impiété, à la désacralisation, à l'athéisme. Il faut décider au-delà des sécurités, immédiates et sensibles, mais faire confiance à la religion de l'amour, c'est comprendre jour après jour que l'amour est plus encore que la poésie cette « raison ardente » dont parle Pierre Emmanuel car il est souverainement raisonnable qu'au terme et tous les comptes faits, ce soit l'amour c'est-à-dire le sens qui triomphe de la mort, c'est-à-dire du non-sens.

Etienne BORNE.

(1) A paraître prochainement en volume aux Editions du Centurion.

## FERMENTATION INTELLECTUELLE DANS LES PAYS COMMUNISTES

# LES ÉCRIVAINS CONTRE LES COMMISSAIRES

par François FEITO

En U.R.S.S., trois jeunes écrivains qualifiés d'*hooligans*, sont condamnés à des peines de prison. Peu auparavant, le romancier Soljenitsine et le poète Voznessensky ont protesté contre les empiètements de la censure. En Pologne, les intellectuels et les dirigeants se regardent en chien de faïence, depuis l'expulsion du Parti du philosophe Kolakowski. En Tchécoslovaquie, le romancier Mnacko part pour Israël en « voyage de protestation » et 350 intellectuels, dans un « Manifeste au monde libre » demandent qu'on les aide et encourage dans la lutte qu'ils mènent contre l'oppression qu'ils n'hésitent pas de qualifier de *fasciste*.

Tous ces incidents, même si l'on s'abstient de les dramatiser, ont un trait commun : les intellectuels des pays de l'Est (même et surtout les intellectuels communistes) ne se contentent pas des limites étroites que pose à leurs activités une censure toujours vigilante et encombrante.

Certes, le « jdanovisme » est mort ou moribond ; les dirigeants ont renoncé à prescrire le style, la forme, la manière d'écrire. Mais le contenu idéologique des œuvres reste étroitement surveillé. La littérature doit servir la politique du Parti ou, du moins, ne pas la contrarier. Les écrivains sont autorisés à porter des critiques sur des points de détail, mais pas contre la doctrine et le système. Or — tout comme les écrivains

d'Espagne, du Portugal et d'autres pays de dictature de droite — les écrivains des pays de l'Est se considèrent comme l'avant-garde du progrès, de la démocratisation des institutions. Ils rejoignent ainsi une vieille tradition. Comme l'a souligné récemment un des écrivains hongrois les plus connus, Gyula Illyés : « Les littératures hongroise, polonaise et balkanique (il aurait pu ajouter la littérature russe) sont pratiquement, depuis leurs débuts, des *littératures de résistance*. Le premier grand poème de la littérature hongroise appelle à la résistance contre Gengis Khan... »

Littérature de résistance, cela veut dire littérature nationale, politisée, engagée, prophétique. Les écrivains veulent être la conscience de leur pays, exprimer les aspirations politiques et sociales du pays réel. Ils se posent comme des libéraux, dans le sens que ce terme avait dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle et prétendent qu'il ne s'agit pas là pour eux de régression, puisque leurs pays, passant de l'absolutisme monarchique à l'absolutisme bolchévique, n'ont pas connu (ou pas suffisamment) le stade de la démocratie. Mais ces intellectuels « libéraux », il faut le souligner, sont pour la plupart des communistes, s'affirment comme marxistes, ne songent point à « restaurer le capitalisme », à « renverser le pouvoir populaire », comme on les en accuse souvent. Il faut souligner d'autre part que

la plus grande partie de ces intellectuels rebelles n'ont guère à se plaindre des conditions matérielles qui leur sont faites et qui les placent souvent au premier rang des privilégiés du régime. Dans aucun pays capitaliste, le pouvoir ne témoigne d'autant de sollicitude matérielle pour les écrivains et artistes, que dans les pays communistes. Mais en contrepartie des avantages octroyés, le pouvoir impose des servitudes qui paraissent intolérables. Or la liberté de dire ce qui est, ce qu'ils voient, ce qu'ils sentent, leur importe davantage que la sécurité matérielle. Dans ces sociétés en pleine transformation, à la recherche de nouveaux modèles d'être, les écrivains et artistes revendiquent le droit d'être les porte-parole de l'opinion avancée, des aspirations populaires, des revendications ouvrières et paysannes.

Le combat des intellectuels russes, tchécoslovaques, est-allemands d'aujourd'hui, est donc un combat politique qui continue celui que les Hongrois et les Polonais ont livré en 1956 contre le stalinisme. Sans doute, le terrain où ils se battent est-il plus limité, le principal souci des dirigeants étant, ici et là, d'*isoler la fermentation intellectuelle*. Mais les idées se propagent, la partie la plus active de la jeunesse — notamment étudiante — leur est très perméable. Les exclus, bannis, condamnés d'aujourd'hui seront selon toute probabilité fêtés demain dans leur pays comme les pionniers de la renaissance nationale et démocratique.

## ■ UNION SOVIÉTIQUE

En Union Soviétique, les origines du malaise actuel remontent à septembre 1965, date de l'arrestation des deux écrivains Siniavski et Daniel. Historien littéraire très connu, collaborateur de la revue *Novy Mir*, ami et disciple de Pasternak, Siniavski s'était rendu coupable d'avoir fait paraître en Occident sous le pseudonyme de Abraham Tertz, des essais critiques (*Le réalisme socialiste*, Esprit 1959) et des récits satiriques (*Le Verglas*, Plon 1965) refusés en Union Soviétique. Youri Daniel, fils d'un écrivain yiddish, suivit son exemple en se donnant le pseudonyme Nicolas Arjak (*Ici Moscou*, Calmann Lévy, 1961).

De nombreuses voix se sont élevées en faveur des deux hommes arrêtés, non seulement en Occident, mais aussi en U.R.S.S. Le 13 décembre 1965, 200 étudiants de l'Institut Gorki de littérature (où Siniavski avait enseigné) ont manifesté en plein centre de Moscou

pour réclamer la libération de leur maître. Les manifestants avaient à leur tête Alexandre Essenine Volpine, fils du grand poète Serge Essenine et quelques autres jeunes auteurs, dont trois au moins : Boukovski, Goubanov et Julie Vichnevskaja, ont été arrêtés à la suite de la manifestation.

Après une campagne de presse extrêmement violente, le procès des deux écrivains s'ouvrit à Moscou le 10 février 1966 et se termina par un verdict sévère : pour Siniavski 7 ans de prison suivie de 5 années d'interdiction de séjour ; pour Daniel, 5 ans de prison et 3 ans d'interdiction.

Toute l'opinion interprétait cette condamnation comme une victoire importante pour les stalinien, toujours nombreux au sein de l'appareil de propagande. Mais c'était une victoire à deux tranchants, car depuis l'affaire Siniavski-Daniel, le calme n'est plus revenu dans les rapports entre l'intelligentsia soviétique et le gouvernement. Dès le 16 mars 1966, une cinquantaine de jeunes écrivains adressèrent une pétition au Présidium du Comité central en faveur de la révision du procès ; le 21 mars, des intellectuels de Leningrad ont demandé des mesures d'indulgence. A la même époque — on était à la veille du XXIII<sup>e</sup> Congrès du Parti — 25 écrivains et savants parmi les plus connus, dont Kataïev, Poustovski, Nékrassov, les professeurs Kapitsa et Tamm, ont adressé un appel au Comité central pour exprimer leur inquiétude devant la remontée des éléments « dogmatiques » qui, dans de nombreux articles de presse, ont engagé une procédure de réhabilitation de Staline. « Cette réhabilitation serait interprétée comme une capitulation devant les Chinois », écrivaient les protestataires. « Elle provoquerait un grand malaise dans les rangs de l'intelligentsia et de la jeunesse. » La démarche des 25 ne fut pas sans résultat ; au XXIII<sup>e</sup> Congrès, Brejnev et Kossyguine rassuraient l'opinion en déclarant que les décisions des congrès précédents, condamnant les années de l'ère stalinienne, restaient toujours en vigueur.

Cependant, quelques semaines après la clôture du Congrès — lors duquel Cholokhov prononça un discours infâme en dénigrant les deux écrivains captifs — un jeune auteur soviétique, Alexandre Guinsbourg (fils de l'auteur de *Vertige* publié récemment en France aux Editions du Seuil) a rédigé un Livre Blanc sur le procès Siniavski-Daniel, dont une copie est parvenue en Occident. « Le fait que Siniavski et Daniel soient nés en Union Soviétique ne saurait leur enlever le

droit de penser librement », écrivait Guinsbourg dans une *Lettre-préface* adressée à Kossyguine.

Nous en arrivons maintenant à l'affaire des trois jeunes écrivains condamnés le 2 septembre dernier, et qui *découle en ligne droite du procès de Siniavski et Daniel* (qui crouissent toujours en prison dans des conditions, semble-t-il, pénibles et humiliantes). En effet, l'un des accusés du procès, Vladimir Boukovski, fils d'un critique d'art très « dogmatique », avait été arrêté une première fois en mars 1966 pour sa participation à la manifestation en faveur de Siniavski et de Daniel dont nous avons parlé plus haut. Le 22 janvier dernier, il récidiva en organisant une nouvelle manifestation d'intellectuels *rue Gorki* pour demander non seulement la libération des deux écrivains emprisonnés, mais aussi l'abrogation des additifs aggravants, ajoutés récemment au code pénal russe. Boukovski et ses deux compagnons, Nadia Delaunay et Eugène Kouchev (âgés de 20 ans) étaient aussi accusés de collaboration à l'une de ces revues d'avant-garde clandestine qui foisonnent en Union soviétique.

Kouchev se rendit populaire dans les milieux étudiants par un poème « Les déembristes » où il compare le sort des jeunes non-conformistes d'aujourd'hui aux jeunes conspirateurs d'il y a cent ans, persécutés par la police du Tsar. Boukovski, rappelons-le, a été condamné à trois mois de prison et ses deux compagnons à un an, avec sursis. Trois autres jeunes écrivains : Guinsbourg (auteur du Livre Blanc déjà mentionné), Youri Galanskov, rédacteur en chef de *Phénix*, et A. Dobrovolski, auteur d'un curieux article sur « la science et la foi » inspiré des mystiques russes d'autrefois, attendent en prison leur tour d'être jugés, de même que deux poètes arrêtés le 1<sup>er</sup> septembre dernier pour avoir transmis à des journalistes occidentaux des informations sur le procès de leurs trois amis.

Certes, les autorités tentent de minimiser le cas de ces écrivains qui ne sont même pas membres de l'Union des Ecrivains. Mais la révolte de ces jeunes titans ne répond-elle pas à celle de leurs aînés ? En mai 1967, Soljenitsine, l'auteur du remarquable récit : *Une journée d'Ivan Denissovitch*, adressa une lettre pathétique au congrès des écrivains — d'où l'on voulait écarter précisément toute voix discordante — pour faire état des pressions incessantes dont il est l'objet de la part de la censure. Puis, plus récemment, Voznessenski, meilleur poète de la jeune génération,

protesta — dans une lettre adressée à la *Pravda* — contre l'interdiction qui lui avait été faite de participer à un festival de poésie moderne non politique, organisé aux Etats-Unis. Voznessenski dénonça vigoureusement « les goujateries et les mensonges » dont avait fait preuve à cette occasion l'administration de l'Union des Ecrivains. (*Le Monde*, 11 août 1967.) Ni la lettre de Soljenitsine ni celle de Voznessenski n'ont pu voir le jour en Union Soviétique, ce qui illustre le climat de contrainte qui règne toujours, onze ans après la dénonciation du culte de Staline et malgré les progrès réalisés dans d'autres domaines, dans la vie intellectuelle soviétique. La presse officielle ne cesse de harceler la revue des libéraux *Novy Mir* dirigée par le courageux et souple poète Tvardovski. La bataille se poursuit et son issue déterminera largement l'évolution de la société soviétique.

## ■ TCHÉCOSLOVAQUIE

En Tchécoslovaquie, les libertés conquises de haute lutte par les écrivains et artistes en 1963 — lutte qui a permis l'éclosion d'une véritable renaissance poétique et cinématographique — ont été remises en question en mars dernier par le bras droit du président Novotny, Hendrych, qui a rappelé aux écrivains et publicistes leur devoir de se soumettre à la direction spirituelle du Parti. La censure fut renforcée ; Mnacko, dont les « Reportages différés » publiés en 1963 ont eu en Tchécoslovaquie un effet psychologique comparable à celui de « Une journée d'Ivan Denissovitch » de Soljenitsine en U.R.S.S., se vit refuser le droit de publier son nouveau roman attendu avec impatience : « Le goût du pouvoir » (pamphlet contre la bureaucratie régissante). Mnacko passa outre à l'interdiction et fit paraître son livre à Vienne, ce pourquoi il fut sévèrement blâmé. Au début de juillet, un jeune écrivain de talent, Jan Benes fut condamné à cinq ans de prison pour avoir organisé une campagne de souscriptions en faveur de Siniavski et de Daniel.

C'est sur ces entrefaites que s'est réuni le Congrès de l'Union des Ecrivains à Prague, le 29 juillet dernier. Ce congrès fut marqué par l'affrontement ouvert et violent entre la majorité libérale des écrivains et les représentants du gouvernement. Un des écrivains les plus doués de la jeune génération, Pavel Kohout, se fit l'écho de

l'opinion de ses confrères, en protestant contre la rupture officielle avec Israël et le ton « injustifiable » adopté par la presse officielle. Comparant Israël de 1967 à la Tchécoslovaquie de 1938, il s'écria : « Est-ce à nous, Tchécoslovaques, de nier le droit moral d'un petit pays à se défendre contre l'extermination ? » L'écrivain et cinéaste Jan Prohaska, membre suppléant du Comité central du Parti, lui emboîta le pas pour critiquer la censure qui a empêché l'impression de toute opinion favorable à Israël. Enfin le romancier Vaculik, dans un discours qui a fait une profonde impression, analysant la situation précaire des écrivains face aux pressions sans cesse renouvelées du pouvoir, réclama la révision de la Constitution de 1960, afin d'y inscrire des garanties sérieuses pour la liberté des citoyens.

Les travaux du congrès se déroulèrent à huis clos ; cependant quelques jours après sa clôture, tout Prague ne parlait que du discours de Vaculik, dont le texte fut intégralement publié par la *Neue Zürcher Zeitung*. La police politique s'en émut. Elle soumit le correspondant du grand journal suisse à un interrogatoire de 9 heures et à une sévère perquisition. Le même traitement fut infligé à un avocat britannique, venu à Prague comme observateur désigné par l'organisation *Amnistie Internationale* pour assister au procès Benes. Puis éclata la « bombe » du départ de Mnacko, de ses protestations et déclarations fracassantes faites à Vienne et à Tel Aviv.

Le gouvernement réagit avec colère, privant l'écrivain rebelle de sa citoyenneté. Des sanctions furent prises également contre plusieurs orateurs rebelles du congrès, dont Jan Prohaska. Le 1<sup>er</sup> septembre, Novotny, dans un discours prononcé devant une nouvelle promotion d'officiers, s'écria avec colère : « Nous ne tolérerons pas que nos journaux, nos livres, nos films, notre radio et télévision se fassent l'écho de la morale capitaliste et de l'idéologie bourgeoise. » Le même jour, les autorités ont interdit au cinéaste Nemec de présenter son film « La fête et les invités », que l'on compte parmi les meilleures productions tchécoslovaques, au Festival de Venise.

Ce sont ces dernières manifestations du pouvoir qui ont provoqué l'envoi par les 350 intellectuels les plus en vue du pays — dont 183 écrivains, la moitié des effectifs de l'Union des Écrivains, 69 artistes, 21 cinéastes et 36 savants — d'un appel adressé à l'opinion mon-

diale, pour protester contre la nouvelle « chasse aux sorcières » engagée par le pouvoir contre l'élite. C'était une sorte de déclaration de guerre à l'esprit obscurantiste qui continue à régner au Château de Prague. Le manifeste, dont le texte intégral a paru dans le *Sunday Times* de Londres (3 septembre), qui se porte garant de son authenticité (1), a ceci de poignant que ses auteurs se sont adressés surtout aux écrivains de gauche de l'Occident, nommément à Sartre, Prévert, Günther Grass, Peter Weiss, Bertrand Russell, Arthur Miller Moravia, John Osborne, qui se prêtent de grand cœur à toute action en faveur des intellectuels persécutés dans les pays capitalistes, en Espagne, en Grèce, ailleurs — mais affichent une certaine indifférence à l'égard de leurs confrères emprisonnés ou persécutés dans les pays communistes pour des délits d'opinion. Emploierait-on à cet égard « deux poids et deux mesures » ? Antiprogresse et réactionnaire en Espagne, la censure serait-elle progressiste en Tchécoslovaquie ? Les intellectuels de gauche d'Europe occidentale reconnaîtraient-ils aux partis communistes au pouvoir le monopole de la réflexion philosophique et sociologique, ainsi que le droit absolu de diriger les activités artistiques et de réprimer toute pensée non-conformiste ? « Ne nourrissez-vous pas, vous autres intellectuels de gauche de l'Occident, de dangereuses illusions sur l'existence de la démocratie et de la liberté dans les pays socialistes ? », demande le Manifeste.

D'ores et déjà, un certain nombre d'écrivains ont répondu à l'appel : notamment Günther Grass qui, dans une lettre adressée au Président Novotny, lui a demandé « dans l'intérêt de votre parti et de votre pays, accordez-leur, Sire, la liberté de penser ! » (Parole du marquis de Posa dans l'*Egmont* de Goethe.) Jean-Paul Sartre a déclaré que « la question est trop difficile et dangereuse pour être traitée au téléphone ». Mais il « étudie le problème » et exprimera son opinion dans un numéro prochain des « Temps Modernes ». Nous attendons avec intérêt son appréciation sur la situation des écrivains et des artistes dans les pays socialistes de l'Est.

Il faut enfin signaler les dernières décisions en fin septembre du Plénum du Comité central du P.C. tchécoslovaque : exclusion du Parti des trois écrivains Ivan Klima, Ludvík Vaculík, Antonín Liehm, accusés de « rupture totale avec le marxisme-léninisme » ; révo-

cation de son poste de membre suppléant du Comité Central de l'écrivain et cinéaste Jan Prohaska ; mise sous contrôle du Ministère de la Culture du grand périodique littéraire « *Literární Noviny* » dont le Comité de direction est accusé « d'incapacité fondamentale à comprendre notre époque toute entière ».

## ■ POLOGNE

En Pologne, les rapports des dirigeants avec le monde intellectuel ne se sont pas améliorés depuis mars 1964, date à laquelle 34 personnalités représentatives de la vie littéraire et scientifique, dans une lettre adressée au Premier ministre Cyrankiewicz, avaient protesté contre le préjudice porté par la censure à l'expansion de la vie intellectuelle. La démarche — surtout pour avoir connu un grand retentissement en Occident — avait provoqué des sanctions et un malaise persistant. Peu après, deux universitaires, Kuron et Modzelewski (ce dernier fils d'un ancien ministre des Affaires étrangères de la Pologne populaire), furent arrêtés et condamnés pour avoir fait circuler un manifeste d'inspiration trotskyste. Des étudiants venus assister à leur procès en novembre 1965, furent expulsés. Ils sortaient en chantant *l'Internationale*...

Le 21 octobre 1966, 10<sup>e</sup> anniversaire de l'Octobre polonais, le plus prestigieux des jeunes philosophes, Leszek Kolakowski, se fit l'écho des doléances de l'intelligentsia : « L'Octobre a échoué, dit-il, puisqu'il n'y a toujours pas de démocratie, ni de liberté en Pologne. Les droits de la critique restent limités, le gouvernement ne se sent pas responsable devant le peuple... » Dès le lendemain, Kolakowski fut exclu du Parti et une purge fut organisée parmi ses amis étudiants qui protestèrent contre cette mesure. Cependant, de nombreux professeurs — dont l'économiste Brus et le philosophe Kotarbinski — prirent la défense de Kolakowski accusé entre autres d'entretenir des rapports suivis avec des écrivains émigrés en France. En novembre 1966, 22 personnalités intellectuelles demandèrent la réintégration au Parti de celui qu'ils qualifiaient de « symbole de nos idéaux socialistes et démocratiques ».

Zenon Kliszko (collaborateur de Gomułka au Politburo, chargé des Affaires culturelles) convoqua un à un les pro-



testataires pour les amener à retirer leur déclaration. Le 9 décembre 1966, un autre dirigeant, Starewicz, harangua les écrivains de Varsovie : sans autre résultat que la démission du Parti de plusieurs hommes de lettre. D'autres écrivains se virent suspendus ou exclus. Les choses en sont venues à tel point que les autorités envisagent à présent de dissoudre toute l'organisation varsovienne des écrivains sur laquelle le Parti a perdu toute influence.

## ■ BULGARIE ET R.D.A.

En *Bulgarie*, le dégel observé dans les domaines économiques et de politique étrangère, a à peine effleuré la sphère intellectuelle. Le mouvement de libéralisation qui s'était manifesté timidement au lendemain du XXIII<sup>e</sup> Congrès du Parti soviétique, fut étouffé dans l'œuf. L'inquisiteur N° 1 de Moscou, Ilytchev, vint personnellement à Sofia pour expliquer aux écrivains bulgares que le coup de barre donné par Khrouchtchev en mars 1963 aux modernistes et abstractionnistes soviétiques était valable pour la Bulgarie également et Todor Jivkov les prévint qu'« il n'y a pas d'autre voie que celle du réalisme socialiste ». Le romancier et dramaturge Emile Manov fut sévèrement réprimandé pour sa pièce de théâtre *L'erreur d'Abel* présentée en juin 1964 et qui donnait à penser que « rien n'a changé dans le monde depuis que Caïn avait assassiné Abel »...

En *Allemagne Orientale*, patrie de Karl Marx qui commença sa carrière par la dénonciation de la censure, la censure n'est pas moins rigide que dans la Bulgarie « sous-développée ». Elle sévit surtout contre les intellectuels jugés « révisionnistes ». Le philosophe marxiste le plus représentatif, le Lukács allemand Ernst Bloch, se vit obligé de répudier tout son passé de militant en allant se réfugier en Allemagne Occidentale. Le professeur Havemann, chimiste et philosophe, fut privé de sa chaire et expulsé du Parti pour avoir préconisé, dans un article publié dans *Der Spiegel* la constitution en Allemagne Fédérale d'un nouveau parti communiste qui accepterait les règles du jeu démocratique. Le chansonnier Wolf Bierman fut sanctionné pour une chanson persifflant le fameux Mur. Le romancier Stefan Heym fut blâmé pour un roman « trop objectif » qu'il a écrit sur le soulèvement ouvrier du 27 juin 1953. Des

vétérans communistes comme les romanciers Arnold Zweig, Christa Wolf, Anna Seghers, ont été l'objet de harcèlements — Christa Wolf pour ses réserves qu'elle exprimait à l'égard de la politique culturelle du régime, les deux autres pour avoir refusé leur signature au bas d'une résolution condamnant « l'agression israélienne ». Il est aussi à noter que le très orthodoxe *Neues Deutschland* ne cesse d'envoyer ses flèches contre les intellectuels communistes français (Garaudy), autrichiens (Ernst Fischer), italiens, polonais, etc... coupables à ses yeux de « concessions opportunistes à l'esprit bourgeois ». Les dirigeants est-allemands sont violemment opposés au maoïsme en politique étrangère, mais sur le plan idéologique, dans la condamnation intransigeante du modernisme, ils vont aussi loin que les publicistes du *Quotidien du Peuple*.

En *Albanie*, le réalisme socialiste, la littérature édifiante, rien qu'édifiante, sont de rigueur.

## ■ ROUMANIE. HONGRIE. YUGOSLAVIE

En *Roumanie*, sous le despotisme de plus en plus éclairé de Ceausescu, on assiste à un commencement de dégel prometteur. Jeunes écrivains et leurs aînés viennent de se grouper autour d'une nouvelle revue : *Amfitratu*, qui a engagé le combat contre les canons du passé.

La *Hongrie*, après les combats héroïques de 1956, puis le silence cauchemardesque qui les a suivis, est devenue comme une oasis de calme. Les Cent Fleurs y fleurissent — à condition de ne pas toucher ou de ne toucher qu'avec beaucoup de tact à certains sujets tabou. Cependant, la dose de liberté officiellement admise a paru insuffisante à des écrivains tels que Gyula Hay, Tibor Tardos, qui se sont exilés. (Le premier s'est établi en Suisse, le second à Paris.) Et la plupart des écrivains ne sont pas membres du Parti ou ne le sont plus, ce qui leur évite d'en être expulsés.

Terminons le tableau avec la *Yougoslavie* qui a fourni dès 1953 à tous les pays communistes un modèle de *dictature libéralisée*. Elle continue à accorder à ses intellectuels un vaste champ d'action, dont les limites ont été cependant illustrées en avril dernier par la condamnation à 4 ans et demi de prison

du professeur Mihajlov, inculpé pour avoir voulu fonder une revue politique complètement indépendante — ainsi que par les restrictions de mouvement et d'écriture imposées à Milovan Djilas, auteur de la « Nouvelle Classe », libéré en mars après plus de quatre ans passés en prison.

Le Parti yougoslave a renoncé à s'immiscer dans les questions esthétiques, mais il entend conserver jusqu'à nouvel ordre le monopole politique. Quant à l'idéologie « pure », l'attitude des dirigeants yougoslaves est hésitante et contradictoire. L'intéressante revue philosophique de Zagreb « Praxis » à laquelle collaborent aussi des marxistes non-conformistes de l'étranger (Kolarkowski, Lukács, Kostas Axelos, Lucien Goldmann, Henri Lefebvre, etc.) s'est vu imposer l'an dernier une suspension de huit mois. Elle vient cependant de réapparaître, plus juvénile et plus irrespectueuse que jamais.

Au début de 1967, les écrivains croates, dont le génial romancier Miroslav Krleža, eurent maille à partir avec le gouvernement pour avoir réclamé, sinon la séparation de la Croatie et de la Serbie, du moins celle de la langue croate, de la langue serbe, dont il est pourtant difficile de la distinguer. Ce fut là à la fois un sursaut de mécontentement contre la politique de centralisation culturelle de Belgrade et l'anticipation de la *fédéralisation* de la Yougoslavie dont d'aucuns pensent qu'elle est inévitable. Mais depuis lors, l'affaire retombe et ce n'est que la crise du Moyen-Orient — dans laquelle Tito a pris une position désapprouvée par une bonne partie de l'intelligentsia libérale — qui vient de rappeler aux intellectuels le peu d'influence réelle qu'ils exercent sur la politique de leur pays.

Mais où donc les intellectuels font-ils la loi ?

François FEITO

(1) Une discussion dans la presse anglaise et allemande s'est déroulée au sujet de l'authenticité de ce manifeste, acceptée par les uns et mise en doute par les autres. Dans une lettre ouverte à Günther Grass qui avait pris une position de sympathie à l'égard de cet appel, l'écrivain tchécoslovaque Pavel Kohout exprime un jugement nuancé sur la valeur du manifeste, mais il conclut en des termes auxquels on ne saurait que souscrire : « même fondée sur une erreur, une expression de solidarité est préférable à l'indifférence ».

LE V<sup>ème</sup> PLAN

Indicative et non impérative, la planification française doit surtout sa valeur à l'état d'esprit qu'elle a créé en favorisant une prise de conscience globale et cohérente du développement par les agents économiques.

Empirique, elle a d'abord cherché à résoudre des problèmes concrets mais au fur et à mesure que les plans se succédaient, elle a commencé à se forger une doctrine.

La modification du titre des plans est à cet égard significative : alors que les trois premiers plans étaient dits plans de modernisation et d'équipement, le quatrième et le cinquième plans s'intitulent plans de développement économique et social, ce qui traduit une tentative d'intégration dans le plan des aspects sociaux du développement. Le cinquième plan a notamment voulu avancer d'un pas en ce domaine. Mais pour en saisir la portée il faut se placer dans les perspectives des plans précédents.

DU 1<sup>er</sup> AU V<sup>e</sup> PLAN*Du premier au quatrième plan :*

Le premier plan, 1947-1952, dû à l'initiative de M. Jean Monnet, visait à la reconstruction de l'économie d'après guerre et portait uniquement sur 6 secteurs fondamentaux : charbon, électricité, sidérurgie, ciment, machines agricoles, transports. Il fut à peu près réalisé avec un an de retard, à travers des années d'inflation importante.

L'optique va changer avec le II<sup>e</sup> plan 1954-1957 qui, n'ayant plus à résoudre les problèmes de pénurie dus à la guerre, se présente comme un plan d'ensemble, ayant le souci des interdépendances économiques. Les résultats ont en règle générale dépassé les prévisions malgré les années d'inflation et de déséquilibre des paiements extérieurs : 1956-1957.

Les objectifs du III<sup>e</sup> plan (1958-1961) ont dû être abandonnés à cause de la récession de 1958-1959 et l'on a préparé un plan intérimaire. 1958-1961.

Avec le IV<sup>e</sup> plan on entre dans la « grande ère des plans » :

Etant donné le niveau de développement du pays, on pouvait d'ailleurs — le IV<sup>e</sup> plan l'a fait, — s'interroger sur la signification du plan dans un « régime où l'initiative privée et l'action publique coexistent » et où, de ce fait, la réalisation des objectifs n'est jamais imposée. Le rejet de la société de consommation, et la volonté de mettre l'abondance progressive au service d'une idée moins partielle de l'homme, expliquent la place faite aux problèmes sociaux.

Outre cette attention nouvelle portée aux aspects sociaux, le IV<sup>e</sup> plan (1962-1965) prévoyait essentiellement un accroissement de la production intérieure brute de 5,5 % par an, une consolidation de l'équilibre de la Balance des Paiements, un accroissement des investissements productifs et des équipements collectifs. Il cherchait enfin à promouvoir l'expansion économique des régions.

En fait l'équilibre réalisé a été différent de celui envisagé ; la production a augmenté un peu moins vite

que prévu, soit 5,1 % par an, le déficit du commerce extérieur s'est accru, les investissements des entreprises ont pris du retard, surtout à la suite du plan de stabilisation qui, en 1963, a voulu freiner la hausse des prix.

C'est en fonction de ces enseignements, et notamment du dilemme stabilité-expansion avec lequel est confrontée l'économie française depuis la dernière guerre, qu'ont été déterminées les perspectives du V<sup>e</sup> plan : 1966-1970. Mais la nouveauté du V<sup>e</sup> plan a d'abord été sa procédure d'élaboration.

*Le V<sup>e</sup> plan : une élaboration plus complexe.*

Le Gouvernement ayant demandé au Commissariat du Plan un rapport sur les grandes options qui seront à la base du V<sup>e</sup> plan, les commissions de modernisation donnèrent leur avis sur le développement possible de leur secteur et les grandes lignes des politiques souhaitables.

Le projet de rapport sur les options qui seront à la base du V<sup>e</sup> plan fut établi par le Commissariat au Plan en accord avec les instances gouvernementales, transmis pour avis au Conseil Economique et Social, puis présenté au Parlement et voté. Les principales options étaient les suivantes :

- équilibre de la balance des paiements, équilibre rendu nécessaire par la concurrence internationale,
- choix d'un taux élevé d'expansion mais qui n'entraîne pas de « surchauffe économique », donc de hausse des prix : l'esquisse proposée était établie en fonction d'un taux de croissance de 5 % par an de la production intérieure brute,
- plein emploi avec réduction différenciée et limitée de 1 h 30 de la durée hebdomadaire du travail, sans intervention de mesures gouvernementales de portée générale en ce sens,
- redressement de l'investissement productif, condition de toute expansion;

- progression de la consommation des particuliers légèrement en retrait par rapport à celle de la production intérieure brute, « option de sagesse dictée principalement par le souci des investissements sociaux »,
- priorité aux équipements collectifs et notamment à l'enseignement.

Deux variantes étaient établies autour de cette esquisse.

La première variante étudiait les conséquences d'une diminution de la durée du travail et montrait la forte réduction des ressources disponibles qui en résulterait, entraînant des équilibres difficiles, sinon irréalisables.

La seconde variante envisageait au contraire un taux de croissance plus élevé que celui de l'esquisse.

Cette variante n'a pas été précisée car elle risquait d'être génératrice d'inflation, ou exigeait que soient prises des mesures contraignantes.

Aussi le Gouvernement a retenu une progression annuelle de 5,5 % de la production intérieure brute, soit une hausse de 27,28 % en cinq ans.

A la programmation en volume, traditionnelle, le projet ajoute une programmation indicative en valeur faisant ressortir des orientations pour les grandes masses de revenus : salaires, profits, revenus agricoles, prestations sociales...

Cette programmation en valeur doit satisfaire à trois groupes de conditions :

- assurer une progression en valeur réelle des différentes catégories de revenus qui soit satisfaisante,
- stimuler la croissance et favoriser la compétitivité,
- permettre des équilibres assurant la stabilité.

Ainsi le caractère social du plan est élargi : on ne tient pas seulement compte des équipements collectifs et du logement (dans la programmation en volume), mais aussi des prestations sociales, (dans la programmation en valeur). Bien qu'il ne soit pas possible de déterminer les normes de progression de toutes les catégories de revenus cette programmation servira de cadre à la politique des revenus.

Une fois les options votées à la fin de l'année 1964, commence la préparation du plan proprement dit. Le gouvernement ayant adressé ses directives au Commissariat du Plan, les commissions de modernisation approfondissent les perspectives et, déterminent les équilibres.

Pour la première fois, les prévisions à cinq ans sont intégrées dans une étude prospective pour éclairer l'avenir à long terme : ce sont les « réflexions pour 1985 » établies par le Groupe 1985.

Ainsi prévoit-on l'avenir à 3 horizons différents :

- pour l'année suivante avec les budgets économiques, prévisions économiques d'ensemble à un an,
- à moyen terme, avec le plan,
- à long terme à l'aide des recherches prospectives à 20 ou 25 ans.

Autre nouveauté de l'élaboration du V<sup>e</sup> plan, les régions sont associées à l'élaboration.

Certes à partir du III<sup>e</sup> plan on avait commencé à rédiger des plans régionaux. Mais la procédure était insuffisamment décentralisée et très longue : ils ne furent achevés qu'en 1965. De même on avait élaboré lors du IV<sup>e</sup> plan des tranches opératoires décrivant les perspectives régionales et fixant des échéanciers d'investissements publics, mais cette participation n'avait lieu qu'une fois le plan déterminé.

Ici, au contraire, dans chaque région de programme, la mission régionale, état-major placé auprès du préfet de région, élabore un rapport sur les grandes options régionales qui est discuté par les Commissions de Développement Economique Régional (C.O.D.E.R.), composées pour 1/4 d'élus locaux, pour 1/2 de représentants des mouvements syndicaux et professionnels, pour 1/4 d'experts nommés. Ces rapports sont ensuite intégrés au projet de plan qui, une fois les arbitrages politiques faits par le Gouvernement, est présenté devant le Parlement et soumis pour avis au Conseil économique et social. Repoussé par le Sénat le projet de plan a été adopté par l'Assemblée Nationale le 19 novembre 1965. Le Conseil économique et social avait émis un avis défavorable le 30 septembre 1965.

## LE CONTENU DU V<sup>e</sup> PLAN

Le texte de la loi indique que « le V<sup>e</sup> plan, dit plan de développement économique et social, est approuvé comme cadre des programmes d'investissements pour la période 1966-1970 et comme instrument d'orientation de l'expansion économique et du progrès social ».

Le texte du plan contient un certain nombre de différences par rapport aux options :

- diminution de un milliard de la production intérieure brute,
- relèvement de l'investissement productif,
- solde positif de la balance commerciale accru de 0,5 milliard,
- hausse de la construction des logements,
- augmentation des achats militaires,

- baisse de un milliard en matière d'équipements collectifs, cette baisse était révélée nécessaire par l'équilibre prospectif des finances publiques.

Ces variations n'ont qu'un caractère marginal mais l'aspect qualitatif est important : l'accent est mis sur les investissements productifs et sur la construction de logements.

« L'objectif fondamental du V<sup>e</sup> plan — dit le texte — est d'asseoir sur des bases solides la capacité concurrentielle de notre économie, en vue de préserver son indépendance, d'assurer son expansion dans l'équilibre et de faire d'elle le support d'un progrès social réel et durable ».

Le plan contient à la fois des prévisions de caractère indicatif qui peuvent être révisées et des objectifs

qui ont un caractère impératif et qui représentent « l'armature » du plan. En fait, le terme d'objectif recouvre deux réalités distinctes : certains objectifs que le gouvernement s'engage en principe à réaliser (équipements collectifs, par exemple) et d'autres qui sont le résultat de l'action conjointe de l'Etat et des décisions individuelles (production, investissements productifs).

Plus que l'annonce des résultats, le plan est la définition d'une politique à moyen terme. Pour la première fois on a mis au point des indicateurs d'alertes qui sont destinés à signaler les risques inflationnistes (niveau des prix, équilibre des échanges extérieurs,) ou au contraire les risques de récession (croissance de la production intérieure brute, augmentation de l'investissement productif, nombre de personnes à la recherche d'un emploi).

#### A — Perspectives démographiques.

L'élaboration du plan repose d'abord sur des perspectives démographiques. Le taux de croissance de la population totale serait ainsi de 1,1 % par an de 1962 à 1970, comme de 1954 à 1962, compte tenu d'une immigration de 130.000 personnes par an, dont 70.000 actifs.

La prévision de la population active permet d'envisager une croissance de 0,7 % par an en moyenne pendant le V<sup>e</sup> plan pour la population active occupée en métropole. L'équilibre économique obtenu en 1970 traduit une détente sur le marché du travail se manifestant par une baisse de certains taux d'activité, ce qui entraîne un « ajustement à l'offre d'emploi, » pour reprendre les termes même du plan, de 260.000 personnes.

A cela s'ajoute un chômage évalué à 350.000 personnes qui correspond essentiellement au chômage frictionnel dû aux changements d'emplois :

| France            | 1962       | 1965       | 1970       |
|-------------------|------------|------------|------------|
| Population totale | 47.000.000 | 48.950.000 | 51.290.000 |
| Population active | 19.010.000 | 19.535.000 | 20.165.000 |

Il ressort que la charge par personne active va aller en croissant : 247 personnes pour 100 actifs en 1962, 251 en 1965, 254 en 1970.

La durée hebdomadaire du travail doit baisser spontanément en moyenne de 1 h 30 de 1962 à 1970, en l'absence de toute mesure de la part du gouvernement, tandis que l'horaire hebdomadaire de travail maximum autorisé doit diminuer de 60 à 54 heures.

Cette évolution de la population active se manifestera par une baisse de la population agricole selon le même pourcentage que dans les années passées : 130.000 en 1962 contre 100.000 en 1970.

L'augmentation de la population active sera surtout sensible dans les services, le bâtiment et les travaux publics ainsi que dans certaines branches industrielles : construction électrique, chimie.

Par contre les effectifs doivent normalement diminuer dans les mines de fer, les chantiers navals, les

charbonnages et certaines activités du groupe textile et habillement.

Dans tous les cas, il conviendra de développer la formation des hommes et de pratiquer une politique active de l'emploi visant à donner plus de transparence et plus de fluidité au marché de l'emploi.

#### B. — L'accroissement de la production et la répartition physique des fruits de l'expansion :

Le taux d'expansion annuel retenu par le plan, qui correspond à un accroissement annuel de 5 % de la production intérieure brute, est comparable à celui des dernières années mais légèrement inférieur à la limite physique des possibilités. Le plan a préféré se borner à une notion de « limite économique » qui permette de sauvegarder les équilibres fondamentaux de l'économie.

Cet accroissement de la production recouvre des taux de croissance différents selon les branches, les taux les plus forts étant enregistrés dans l'électricité, les machines et appareils électriques, les produits des industries chimiques.

Dans l'ensemble l'augmentation prévue de la productivité sera légèrement inférieure à la prolongation des tendances passées sauf pour l'industrie du bâtiment et des travaux publics où un effort accru de modernisation est escompté au cours du V<sup>e</sup> plan.

Cette croissance de la production intérieure brute devra permettre de réaliser des investissements productifs et des équipements collectifs ainsi qu'une augmentation de la consommation des particuliers.

#### *L'évolution des investissements productifs et des équipements collectifs.*

Les investissements productifs doivent croître à un rythme un peu plus rapide que celui de la production intérieure brute. Le problème est de trouver un financement non inflationniste de ces investissements.

Les équipements collectifs, c'est-à-dire ceux dont la réalisation nécessite l'intervention des collectivités publiques, bénéficient d'une priorité dans le V<sup>e</sup> plan : ils doivent progresser de 8,4 % par an, soit un indice de croissance très élevé.

C'est dans ce secteur, nécessaire pour l'amélioration du bien-être que les progrès les plus importants ont été faits au cours du V<sup>e</sup> plan : analyse plus rationnelle des dépenses publiques, recensement des insuffisances de ces équipements, critères rationnels de choix pour déterminer les priorités dans les dépenses publiques.

Mais le problème du financement se pose. Il serait dangereux, estime le plan, de dépasser pour la contribution budgétaire et les possibilités d'auto-financement et d'emprunt des collectivités locales une limite qui représente un rythme de croissance des autorisations de programme près de deux fois supérieur à celui de la production. Aussi est-il nécessaire que les bénéficiaires des services rendus contribuent au financement des équipements collectifs et il faut tendre vers la vérité des prix, compte tenu des limitations apportées par la politique sociale. Le tableau des grandes catégories d'équipements collectifs distingue les opérations à engager — toutes sortes de financement réunies — et

les montants des autorisations de programme à inscrire au budget de l'Etat (en milliards de francs 1965) :

|                                                    | Opérations<br>à engager | Autorisa-<br>tions de<br>programme |
|----------------------------------------------------|-------------------------|------------------------------------|
| Equipped scolaire, universitaire et sportif        | 25,50                   | 20,50                              |
| Equipped formation professionnelle                 | 0,62                    | 0,62                               |
| Equipped culturel                                  | 1,90                    | 1,45                               |
| Equipped recherche scientifique                    | 3,90                    | 3,90                               |
| Equipped sanitaire et social                       | 12,90                   | 3,20                               |
| Equipped collectif rural                           | 13,70                   | 5,10                               |
| Equipped urbain                                    | 16,20                   | 2,30                               |
| Equipped routier (voirie urbaine et rase campagne) | 26,00                   | 14,80                              |
| Equipped autres transports                         | 9,60                    | 4,50                               |
| Postes et télécommunications                       | 13,50                   | 10,70                              |

En ce qui concerne le logement, le plan prévoit la construction de 480.000 logements en 1970 au lieu de 425.000 pour l'année 1965, en tenant compte de l'évolution du comportement des français qui acceptent de consacrer une part plus importante de leurs revenus à l'habitat. Seul le nombre des logements économiques est un objectif : 260.000 en 1970 au lieu de 215.000 en 1965. Il importe d'ailleurs que le marché du logement soit plus adapté à la demande que par le passé.

#### *Les modifications de la consommation :*

L'évolution des consommations augmentera différemment selon qu'il s'agit de la consommation des administrations ou de la consommation des ménages.

La consommation des administrations militaires doit croître à un rythme élevé de 8,3 %, celle des administrations civiles de 5 % par an.

La consommation des ménages doit augmenter annuellement de 3,5 % en moyenne par habitant, au même taux que pendant les années antérieures et il ne doit pas y avoir de changements importants dans les satisfactions des besoins privés et publics.

Au total la consommation privée qui représentait 70 % environ de la production intérieure brute en 1965 ne doit plus représenter que 68 % en 1970. Au contraire, la part des investissements dans la production intérieure brute passerait de 23,8 % en 1962 et 24,9 % en 1965 à environ 26 % en 1970.

#### *Echanges extérieurs :*

L'équilibre de la balance des paiements courants est une condition essentielle pour la réalisation du V<sup>e</sup> plan et surtout pour le développement économique du

pays. Pour assurer cet équilibre, le solde des échanges commerciaux avec l'extérieur doit être excédentaire. Pour passer d'une position importatrice à cette position exportatrice, l'objectif de croissance des exportations est ambitieux, 8,3 % d'augmentation annuelle durant le V<sup>e</sup> plan.

#### *Le développement régional :*

Des tranches régionales, succédant aux tranches opératoires du IV<sup>e</sup> plan, viennent s'ajouter au plan voté lui-même. Ces tranches retracent les prévisions de production et déterminent les échéanciers des investissements publics. La planification régionale est donc davantage intégrée à l'ensemble du plan qu'elle ne l'était auparavant.

On a cherché à prendre davantage en considération l'aspect spatial de la croissance en faisant un effort de réflexion sur les potentialités de chaque zone et sur les équipements nécessaires à leur mise en valeur. Il faut trouver un « compromis pratique » entre les régions relevant de la politique d'entraînement et celles susceptibles de bénéficier d'une politique d'accompagnement.

Trois conditions-clés de l'expansion régionale de 1966 à 1970 sont déterminées :

- faciliter les transformations d'activités, résultat de l'ouverture des frontières,
- mener une politique de l'emploi pour une population plus jeune et plus mobile,
- promouvoir les réformes des structures administratives et financières qu'implique la réalisation des nouveaux équipements indispensables à la croissance.

C'est dans ces perspectives que l'on doit placer les actions pour la modernisation de l'agriculture et l'aménagement de l'espace rural, la volonté d'industrialisation de l'ouest du territoire : la création de 35 à 40 % des emplois industriels nouveaux dans les 10 régions de l'Ouest par rapport au total des emplois industriels nouveaux sur l'ensemble du territoire, constitue une des principales options du V<sup>e</sup> plan et correspond à une réduction des émigrations en provenance de l'Ouest aux 2/3 du rythme actuel. A la modernisation de Paris et du bassin parisien doit s'ajouter une politique de développement et d'adaptation pour le Nord et l'Est et, sur l'ensemble du territoire, une armature urbaine hiérarchisée où les 8 métropoles d'équilibre (Lille-Roubaix-Tourcoing, Lyon-Saint-Etienne, Metz-Nancy, Marseille-Aix, Strasbourg, Toulouse, Bordeaux, Nantes-Saint-Nazaire), doivent avoir un rôle privilégié.

Dans le cadre de la politique de développement régional se placent enfin les actions spécifiques pour les départements et territoires d'outre-mer, les territoires d'outre-mer étant pour la première fois intégrés au plan national.

#### **C. — La programmation en valeur et les problèmes de l'équilibre :**

La programmation en valeur va révéler les tensions de l'économie en faisant ressortir les « conditions dans

lesquelles l'évolution des grandeurs économiques peut être compatible avec les objectifs économiques et sociaux de la nation, en particulier avec la stabilité du niveau général des prix ».

La projection en valeur porte sur l'évolution des prix, des revenus et des flux financiers.

#### *L'évolution des prix :*

La variation du niveau général des prix prévue correspond à une hausse de 1,5 % par an ce qui n'est d'ailleurs possible que si les revenus augmentent moins vite que par le passé et ce qui rend nécessaire une politique des revenus.

L'évolution des prix relatifs pour les principaux produits tient compte des faits suivants :

- mise en œuvre d'une politique agricole appliquant les décisions prises à Bruxelles (indice 102 des prix à la production des produits agricoles sur la base 100 en 1965).
- stabilité des prix industriels (indice 94 en 1970),
- modération de la hausse du prix des services autres que le logement (indice 101) et poursuite des hausses de loyers anciens en vue du rétablissement progressif de l'unité du marché du logement (indice 132 pour le service du logement),
- application progressive dans les entreprises publiques d'une tarification fondée sur les coûts.

#### *La répartition et la politique des revenus :*

La maîtrise des prix et des revenus est un des problèmes fondamentaux du V<sup>e</sup> plan. La politique des revenus dépasse les conceptions traditionnelles de la redistribution de ces derniers en se plaçant au stade de leur formation. Elle complète en même temps l'aspect social habituel du plan : équipements, etc.

Par la politique des revenus on va rechercher l'accord de l'opinion publique sur les normes indicatives formulées, ce qui facilitera leur respect. Mais il ne faut pas que la politique des revenus soit une source de tensions supplémentaires : on ne doit pas faire référence aux catégories voisines pour réclamer un dépassement des normes en faveur de tel ou tel groupe social.

Cette politique garde un caractère indicatif, car les divers partenaires sociaux n'ont pas souhaité une politique de revenus plus impérative. Aussi la liberté de discussion des rémunérations subsiste et « le Gouvernement n'imposant rien, ne peut accepter de rien garantir ».

Bien que les évolutions de revenus ne soient pas uniformes de branche à branche, les accroissements

annuels moyens à prix constants qui ont été retenus sont les suivants :

- salaire annuel par tête à qualification inchangée, + 2,8 %,
- salaire annuel par tête tous « glissements catégoriels » compris, + 3,3 %,
- revenus bruts de l'entrepreneur individuel non agricole, + 3,3 %,
- revenu agricole moyen par exploitation, + 4,8 %.

La progression globale du montant des prestations sociales doit être de l'ordre de 38 à 40 %, la poursuite des tendances passées qui aurait conduit à un indice de 142 ne pouvant être admise en raison du déficit de la Sécurité Sociale.

Enfin, un taux d'autofinancement brut de 70 % est retenu ; bien qu'inférieur au niveau optimum, il représente, en effet, le maximum de ce qui pourra être réalisé en fait.

#### *L'équilibre des circuits de financement :*

C'est surtout le problème de l'équilibre entre l'épargne et l'investissement qui se pose. Le développement de l'épargne est un des objectifs majeurs du V<sup>e</sup> plan : le taux global d'épargne devra être plus élevé que dans les dernières années. Il est donc nécessaire que l'épargne intérieure augmente plus vite que la production (+ 6 % par an).

Cela suppose surtout un accroissement de l'épargne des entreprises pour lesquelles il est indispensable que le taux d'autofinancement brut passe de 62 % en 1964 à 70 % en 1970 afin de mieux supporter la concurrence internationale.

Il faut que l'épargne des ménages augmente aussi car la France consomme 66 % de son produit intérieur brut contre 58 % en Allemagne fédérale. Le V<sup>e</sup> plan prévoit de ramener cette consommation de 66 % à 64,4 % ce qui ne signifie pas une baisse absolue de la consommation puisque le produit augmentera de plus de 25 %.

L'épargne des institutions financières doit s'accroître de 7 % par an ; le besoin d'investissements à long et moyen terme augmentant rapidement, cela suppose que les organismes bancaires pourront étendre leurs ressources et allonger la durée de leurs crédits : le plan cherche à augmenter la part prise par le système bancaire dans le financement de l'équipement.

Pour permettre l'équilibre des finances publiques il n'y aura pas de détente fiscale et on tendra à appliquer une tarification couvrant les dépenses des entreprises nationales. Cette politique est rendue d'ailleurs nécessaire par la progression des équipements collectifs.

## LES INSUFFISANCES DU V<sup>e</sup> PLAN

On peut s'interroger sur le degré de démocratisation du V<sup>e</sup> plan et on peut aussi se demander si les choix du V<sup>e</sup> plan sont bien justifiés, si les objectifs retenus pourront être réalisés et si les moyens avancés sont suffisants.

#### **A. — Un plan démocratique ?**

La planification française cherche à canaliser une conscience commune du développement. Il importe donc que la participation au plan soit la plus large possible et que celui-ci ne reflète pas seulement l'opi-

nion d'un groupe de techniciens. La planification conduit ainsi à une diffusion des décisions. Mais à qui doit appartenir le pouvoir de décision ? On admet que c'est au Parlement, que c'est lui qui doit déterminer les objectifs du plan. Au stade de l'avis interviennent les groupes sociaux au sein du Conseil économique et social et surtout des commissions de modernisation et des CO.D.E.R. Si cette procédure n'a pas toujours été suivie lors des plans précédents, on a assisté, pour le V<sup>e</sup> plan, à un effort de démocratisation certain au niveau national comme au niveau régional.

### *Le Plan et le Parlement.*

Le premier plan et le III<sup>e</sup> plan n'ont pas été soumis au Parlement tandis que le II<sup>e</sup> et le IV<sup>e</sup> l'ont été alors qu'ils étaient en cours d'exécution. Pour le V<sup>e</sup> plan, le vote du Parlement a permis en principe à ce dernier de s'assurer la maîtrise des grandes orientations.

Théoriquement les options portaient sur le taux de croissance, la répartition des fruits de l'expansion, la structure de la consommation finale, la politique sociale et régionale. En réalité, le rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V<sup>e</sup> plan, comportait un nombre important de données limitant les possibilités d'initiative, surtout en ce qui concerne les dépenses militaires. En fait d'options, le schéma ne laissait que peu de choix, les variantes n'étant pas toutes explicitées avec le même soin : seule celle à 5 % l'a vraiment été, les autres (variantes forte et faible), servant essentiellement de repoussoirs. Il est ainsi facile au Gouvernement de faire voter la variante de son choix.

Lors de la deuxième phase de l'élaboration, le Parlement vote le projet de loi et le plan est approuvé essentiellement dans ses orientations générales. On admet que le Gouvernement garde la liberté de prendre les mesures qui ne compromettent pas la réalisation du plan. Mais n'est-ce pas aller trop loin ? Il est vrai que les parlementaires votent les crédits, mais il est vrai aussi qu'il y a une absence grave de moyens d'études et d'informations au plan des commissions parlementaires. Le rôle du Parlement est donc difficile ; celui des groupes sociaux n'en est que plus important.

### *Le plan et les groupes sociaux :*

Le plan est examiné par les commissions de modernisation qui ont pour but à la fois de faire participer les exécutants et d'être une source d'informations et d'avis. Le nombre des commissions a augmenté lors du V<sup>e</sup> plan et le nombre des représentants syndicaux a doublé :

| Composition des Commissions de Modernisation : |                     |                      |
|------------------------------------------------|---------------------|----------------------|
|                                                | V <sup>e</sup> Plan | IV <sup>e</sup> Plan |
| Syndicalistes                                  | 291                 | 114                  |
| Agriculteurs                                   | 67                  | 20                   |
| Chefs d'entreprises                            | 406                 | 211                  |
| Fonctionnaires                                 | 457                 | 202                  |
| Divers                                         | 299                 | 254                  |
| Syndicats professionnels                       | 450                 | 248                  |
| Nombre de membres                              | 1.950               | 1.055                |

Mais cette diversité ne suffit pas à résoudre le problème de l'insertion des tensions sociales dans le plan. Tous les groupes sociaux ne sont pas représentés : vieux, jeunes, émigrants... Il y a, en outre, le danger que certains groupes pensent d'abord à défendre leurs intérêts particuliers. De plus, étant donné la complexité du travail et parfois le manque d'informations des commissions, les représentants ouvriers sont bien souvent en position d'infériorité. Si l'on ajoute l'influence possible de groupes de pression extérieurs et l'influence des syndicats patronaux, étant donné que ce sont les entreprises qui doivent en fin de compte réaliser le plan, on comprend que certains aient parfois pu dire que le plan n'était qu'une vaste étude de marché au service du patronat. Le remède réside en partie en une meilleure information des commissions.

Mais encore faudrait-il que l'on tienne compte de l'avis de ces commissions. Le projet du V<sup>e</sup> plan a été élaboré avant que ne soit remis le rapport de certaines commissions : économie générale et financement, agriculture, main-d'œuvre. Il est vrai, qu'en contre-partie, le projet de plan été élaboré dans les délais.

Le plan est également examiné par les CO.D.E.R., qui ont pour but de rapprocher les régions du pouvoir central et de les associer aux décisions. Mais, de manière générale, elles dépendent trop du Préfet de Région, et leurs membres, qui sont désignés et non pas élus, représentent pour une grande part les notables régionaux.

Le rôle des CO.D.E.R. a été bien souvent relativement effacé ; elles n'ont eu que peu d'initiatives propres et un temps limité pour les discussions. Mais, dans l'ensemble, elles ont fait preuves d'un vif intérêt pour l'étude du plan. Leur pouvoir avait d'ailleurs été volontairement limité par le gouvernement qui avait refusé leur élection au suffrage universel et qui avait créé de trop petites régions.

### **B. — Des choix justifiés ?**

On peut se demander si les choix du V<sup>e</sup> plan sont bien justifiés : taux de croissance, emploi, équipements collectifs, politique des revenus...

Le taux de croissance représente une augmentation de la production inférieure à celle qui résulterait de la prolongation des tendances passées parce qu'on a voulu éviter tous risques de « surchauffe ». La stabilité des prix prime sur le plein emploi. Le V<sup>e</sup> plan s'inscrit donc dans la ligne du plan de stabilisation du 12 septembre 1963.

L'équilibre de l'emploi doit se caractériser, en effet, par une « légère détente » qui évitant toute tension

sur les prix et les salaires doit permettre de réaliser a peu près automatiquement une croissance de 5 % par an. On pourrait discuter le choix d'une seule baisse spontanée de 1 h 30 de la durée hebdomadaire du travail. La réduction de la durée de travail ne pouvait-elle pas être un objectif ? Certes le plan est un plan d'effort, mais pour certains plus que pour d'autres !... En outre, le plan ne parle de la « politique active de l'emploi » qu'en termes bien imprécis.

Un des mérites de la politique sociale reste la priorité donnée aux équipements collectifs. On peut, en effet, se poser le problème des choix au sujet de la politique sociale. On a beaucoup parlé de la conscience du développement mais à trop s'attacher à la notion de croissance on oublie parfois que certains ont la propriété des affaires et que d'autres sont des salariés. Le plan peut favoriser les uns au détriment des autres. Il est critiquable au point de vue social de demander des sacrifices aux salariés pour permettre un niveau d'autofinancement convenable, donc pour en enrichir d'autres.

Les principales lacunes touchent à l'équipement sanitaire et social : aucune politique précise en matière sanitaire et sociale n'est prévue, a remarqué le Conseil économique et social. De plus, se pose le problème de la coordination de l'investissement public et de l'investissement privé.

En définitive comment choisir les objectifs ? Les syndicats ont demandé qu'ils soient déterminés en fonction des besoins prioritaires plutôt que des besoins solvables. On s'est engagé dans cette voie avec la priorité donnée aux équipements collectifs mais le contenu de l'ensemble de la politique sociale est trop restrictif.

Enfin, le libéralisme financier supprime bien des moyens : les objectifs retenus pourront-ils être réalisés ?

### C. — Des mesures insuffisantes.

Le V<sup>e</sup> plan a posé deux problèmes centraux : l'adaptation des structures et la maîtrise des prix et des revenus, mais il ne suffit pas de traiter d'un problème pour que celui-ci soit résolu par la même occasion.

Les objectifs seront-ils réalisés ? Le plan distingue certes les prévisions et les objectifs mais les objectifs eux-mêmes peuvent parfois être révisables : le Gouvernement s'engage à les défendre, mais ne peut les garantir.

De quels moyens les plans disposent-ils ? De moyens assez faibles en vérité. Les divers plans n'ont que peu modifié les structures anciennes, (réseau commercial à moderniser, agriculture à reconvertir) et ils n'ont pas apporté de solutions neuves pour lutter contre la spéculation foncière ou pour assurer la modernisation de l'appareil bancaire.

Il faut noter l'imprécision avec laquelle est abordé le problème des structures. Il ne suffit pas de préconiser la création de groupes de grandes tailles mais encore faudrait-il en déterminer les moyens.

Les problèmes de conversion ne sont pas traités avec toute l'ampleur nécessaire ; il s'agit en fait de vœux vagues et pieux.

Autre point faible des prévisions, le problème du financement des investissements n'est pas assuré. La réalisation du financement des investissements suppose

que l'épargne des particuliers augmente malgré la hausse de la fiscalité et celle du prix des loyers et services. Cette épargne des particuliers est surtout placée à court terme et les possibilités d'appel ont été surestimées.

Malgré la précarité des moyens avancés, si l'avantage accordé par le plan aux entreprises paraît économiquement justifié, il semble que l'accroissement de l'autofinancement soit difficilement acceptable du point de vue social. De plus, le concours des finances publiques qui doit diminuer ne facilitera pas le financement des investissements.

L'Etat est désarmé devant certaines entreprises : le plan de l'entreprise peut se séparer du plan de la nation et l'Etat n'a aucune action sur les entreprises qui ont un autofinancement insuffisant. Il n'est d'ailleurs pas assez maître du crédit : il faudrait que les ouvertures du crédit ne soient plus seulement fonction de la rentabilité financière mais qu'elles soient conformes au plan. L'emprise de l'Etat sur l'appareil bancaire est-elle suffisante pour cela ?

Il y a, enfin, un domaine où l'on sait à l'avance que les moyens sont inexistant : c'est celui de la politique des revenus. Cette politique est seulement indicative, les groupes sociaux ayant refusé toute politique contractuelle. De toute façon, comment assurer une régulation des revenus ? La marge de jeu de la fiscalité est étroite : limiter les bénéfices des entrepreneurs reviendra bien souvent à entraver les investissements. En l'état actuel des choses, en dehors d'une police des salaires, les moyens de la politique des revenus sont très faibles.

Dans le V<sup>e</sup> plan certaines perspectives de la programmation en valeur semblent d'ailleurs bien en-dessous de la réalité : en 1966 les prix ont augmenté de 2,7 %, alors que le plan prévoyait une hausse des prix de 1,5 % par an ; il semble difficile de descendre en-dessous d'un minimum incompressible de l'ordre de 2 %.

Le rapport sur les options du V<sup>e</sup> plan, après avoir répondu affirmativement à la question « le plan est-il utile ? », en formulait une autre : « le plan est-il possible ? » La réalisation de la Communauté économique européenne entraîne, en effet, des aléas croissants pour le plan français et il devient difficile de prévoir l'avenir. La concurrence internationale rend incertaines les prévisions de production, par exemple, et le V<sup>e</sup> plan est resté en ce domaine d'un silence prudent.

Aussi l'élaboration d'un plan à l'échelle européenne est-elle la condition fondamentale pour que les plans nationaux ne perdent pas toute signification. Le premier programme européen établi par le Comité de politique économique à moyen terme de la C.E.E., créé en 1964, est un premier pas en ce sens ; il est indispensable qu'il y en ait d'autres, et que soit constitué un véritable pouvoir politique européen.

**Rosny MINVIELLE,**

Professeur à la Faculté de Droit et de Sciences Economiques de Bordeaux.

(1) L'ouvrage fondamental sur la planification française est celui de Pierre BAUCHET : « La planification française. 20 ans d'expérience ». Editions du Seuil, 1966.



# de l'exploitation à l'entreprise

## L'AGRICULTURE D'HIER ET DE DEMAIN

par **Robert  
PARMENTIER**

Même pour le profane, le paysan au bas de laine ou à la lessiveuse est une image du passé. Peut-on dire pour autant que l'idée que l'on se fait de l'agriculture reflète la réalité ?

Une minorité d'exploitations, dynamiques et évoluées, dont les réalisations ont été montées en épingle, ne donnent-elles pas une fausse idée du paysan moyen français ?

Mais existe-t-il un paysan moyen ?...

### une agriculture à deux visages

Par rapport à l'ensemble de l'agriculture française, les exploitations de subsistance reposant sur un système d'économie fermée, représentent encore un pourcentage très important ; les hommes et les femmes qui y vivent sont très rarement des jeunes. Plus de 50 % des paysans français ont plus de 55 ans. Cette catégorie d'agriculteurs s'accommode mal des bouleversements perpétuels et s'avère peu réceptive aux innovations.

Par ailleurs, des structures foncières rigides nuisent à la souplesse indispensable à toute activité qui se modernise.

La surface moyenne des fermes françaises est de 18 hectares ; mais ce chiffre cache la réalité : sur 1 400 000 ou 1 500 000 exploitations de plus de 5 hectares, près d'un million n'atteignent pas 10 hectares, moins de 100 000 comptent plus de 100 hectares.

Si 30 ou 40 000 étables comptent plus de 20 vaches, la moyenne française est de 7 à 8 vaches. Si l'on tient compte que la production moyenne par vache et par an est, en France de 2 800 litres de lait, à un prix moyen qui se situe aux environs de 0,40 F le litre, le produit brut moyen reste modeste, et les salaires ne représentent, suivant les cas que 30 à 60 % de ce revenu brut.

Deux types d'agriculteurs coexistent au niveau des surfaces, mais plus encore au niveau des mentalités :

— il y a ceux qui subissent et se résignent,

— il y a ceux qui ont fait un autre choix, jouant le jeu d'une agriculture qui, tous les jours, un peu plus, subit les lois de l'industrialisation. Ce qui suppose : valeur du chef d'entreprise, multiples compétences techniques et économiques, bases et volume de production suffisants, possibilité d'investissements et emploi rationnel de ces investissements ; autant d'exigences qu'il n'est pas toujours facile de réaliser et de réunir.

Ce qui explique que certains, découragés ou lucides, « jettent le manche après la cognée » et cherchent ailleurs un travail leur garantissant des conditions de vie meilleure.

C'est ainsi que, depuis plus de 10 ans, l'exode des paysans touche plus de 100 000 personnes chaque année. La densité moyenne d'agriculteurs en France étant encore très importante, cet exode n'est pas un mal en soi ; c'est bien plus les conditions dans lesquelles il se réalise qui posent un problème grave.

Cet exode est anarchique : des régions entières se vident des jeunes ; dans tel canton des Vosges que je connais bien, en 1963, on recensait sur 735 exploitants, 65 seulement de moins de 55 ans, et 2 de moins de 30 ans. Ces chiffres représentent la situation dans la plupart des cantons de montagne. Et sans être aussi dramatique, dans bien des régions, le niveau d'âge moyen n'incite guère à l'optimisme, quant à la densité d'exploitants dans un avenir proche ; cet exode accentue le décalage entre les régions ; malgré cela, avec ses 18 % de population active agricole dans l'emploi total, la France est au deuxième rang des six pays du Marché commun après l'Italie.

### Quelques actions d'ordre général entreprises dans le cadre des lois d'orientation 1960 et complémentaires 1962.

Le problème actuel consiste à assurer une meilleure répartition des actifs agricoles à travers le territoire et à rajeunir la population agricole.

Entre autres mesures, l'indemnité viagère de départ accordée aux agriculteurs âgés qui s'engagent à céder leur exploitation et à cesser toute activité agricole a permis de créer des exploitations nouvelles sur lesquelles s'installent des jeunes, et d'en agrandir 55 000 de 50 % de leur surface.

Les mutations professionnelles ont permis à 16 000 agriculteurs d'apprendre un métier, de se reconvertir dans de bonnes conditions.

Les migrations rurales favorisent le départ d'agriculteurs des régions surpeuplées vers des régions où la densité de population agricole est faible.

Mais ces différentes actions ne répondent qu'à un aspect du problème, c'est l'évolution technique qui est la conséquence du bouleversement du monde rural.

## l'exploitation agricole cède le pas à l'entreprise

A peu près partout sous des formes et à des degrés différents, on a mis le doigt dans l'engrenage de la technique, sans toujours réaliser au départ que c'était une arme à double tranchant et que cela supposait l'abandon de l'agriculture de subsistance où l'on vend le surplus, pour faire le choix d'une agriculture qui s'engage dans une économie de marché. Et pourtant, en faisant appel au progrès, l'agriculteur moderne a accepté le jeu de l'économie et il doit en observer les règles. Ces règles sont la marche continue en avant, la mobilité, le refus de la routine et de l'enlèvement, l'adaptation constante, la prévision. Autant d'exigences auxquelles nos exploitations traditionnelles et plus encore les hommes qui les animent sont mal préparés.

Toutes ces exigences de la technique et de l'économie poussent à la concentration des unités de production et, à travers elles, à la spécialisation des hommes. Car si les agriculteurs réclament la parité avec les autres secteurs de l'économie, il serait malhonnête de leur en cacher les exigences et de ne pas leur dire qu'il faut qu'ils prennent les mêmes moyens que les autres professions. La voie du progrès est un cycle infernal : on croit être à jour et à ce moment une nouvelle technique montre que l'on est déjà dépassé. Nos exploitations traditionnelles sont en porte-à-faux continu : au niveau des surfaces, au niveau des hommes compétents, au niveau des hommes travaillant en équipes, au niveau des investissements non amortis, autant d'impératifs qui s'imposent dans une entreprise moderne.

D'une étude du Centre National du Machinisme Agricole, datant déjà de plusieurs années, qui portait sur 1 500 fermes françaises, étude entreprise en vue de rechercher la surface optimum capable d'assurer la plus grande efficacité des investissements et des hommes, il ressortait que cette surface optimum était de 115 hectares avec 3 tracteurs et 4 ou 5 hommes. Il y a encore beaucoup de marge entre l'exploitation actuelle de 18 hectares et ces 115 hectares.

Depuis cette époque sont sortis les tracteurs de 120 CV qui labourent avec 7 socs, les salles de traite où l'on traite 24 vaches à la fois ; chaque jour nous apporte un changement ; ce qui est vrai aujourd'hui ne l'est plus demain.

En face de ses exigences, l'agriculture évolue avec d'autant plus de difficulté qu'il faut rattraper un demi-siècle ou plus de retard.

## deux types d'évolution se dessinent

1° *L'évolution traditionnelle* : c'est-à-dire la concentration de type patronal. Cette formule a fait ses preuves ; elle est extrêmement valable sur le plan technique, économique et même, dans un certain nombre de cas, sur le plan humain mais cette formule est refusée à beaucoup, car elle suppose des moyens, des hommes suffisamment entrepreneurs et formés, elle suppose des surfaces et des capitaux.

### 2° *L'agriculture de groupe* :

Beaucoup d'hommes qui seuls n'ont ni les surfaces ni les capitaux n'ont pas voulu jeter le manche après la cognée et ont cherché d'autres formules. De vieille date, l'entraide entre agriculteurs était déjà une réalité en France. Mais le développement du machinisme a fait qu'au début du siècle et jusqu'en 1940, au contraire, le courant était à l'individualisme. C'est seulement après 1945 que le problème d'une collaboration dans le travail s'est de nouveau posé. L'idée a été très longue à mûrir. Au début, les promoteurs des formules d'association passaient pour des utopistes ou des collectivistes et n'étaient pas pris au sérieux.

Il a fallu 20 années d'efforts pour que l'agriculture sociétaire soit officiellement reconnue. C'est seulement en 1960 que la loi d'orientation agricole, en 1962 que la loi complémentaire ont commencé de codifier ces structures d'association. Les décrets d'application sont parus en 1964 et les statuts des G.A.E.C. (1) en mars 1966. Aujourd'hui, nous disposons de l'outil et il s'agit de savoir si les hommes seront capables de l'utiliser. *L'agriculture de groupe* est devenue pour beaucoup comme la panacée : si elle représente un espoir certain pour nombre d'agriculteurs, elle reste un outil extrêmement délicat et exigeant.

Les groupements agricoles d'exploitation ne sont que la forme la plus élaborée de cette agriculture de groupe. Celle-ci se présente sous deux aspects :

- 1° au niveau de la recherche et de l'étude,
- 2° au niveau de la production.

L'agriculture de groupe au niveau de la recherche et de l'étude a eu tant d'incidence sur l'agriculture de groupe au niveau de la production qu'il est difficile de la passer sous silence. Sur le plan technique, elle s'est concrétisée par des équipes de recherches, véritables Coopératives d'idées : les Centres d'Etude Technique Agricole (C.E.T.A.) et sur le plan économique, par les Centres de gestion et d'économie rurale. La France compte 1 200 C.E.T.A., groupant de 20 000 à 25 000 agriculteurs, et plus de 80 centres de gestion groupant chacun de 200 à 400 agriculteurs.

L'approfondissement des exigences techniques et économiques de l'entreprise a fait prendre conscience à ces agriculteurs, jeunes pour la plupart et souvent issus des mouvements de jeunesse, qu'il fallait dépasser les formes traditionnelles de l'exploitation. Par ailleurs, la confiance, l'amitié qui est née par ce travail de recherche, entre ces hommes qui ont appris à se connaître, à mettre leurs problèmes en commun, à dévoiler la marche de leur entreprise à leurs voisins, a permis que naissent de multiples formes de travail, en commun au niveau de la production.

Il y a eu d'autres motivations à ce courant d'agriculture en groupe, et les promoteurs de l'idée, s'ils avaient conscience des exigences techniques et économiques liées à l'évolution de l'agriculture étaient aussi de ceux qui refusaient certaines formes de la concentration traditionnelle qui, souvent, avait un objectif purement économique et ne tenait pas compte des hommes. Ils voulaient préconiser des formules où l'économie serait vraiment au service de l'homme. R. Colson, ancien secrétaire général de la J.A.C. en 1945 dans son livre « Motorisation et avenir rural » posait déjà les problèmes que nous vivons aujourd'hui et lançait les bases de cette agriculture sociétaire.

(1) Loi du 8 août 1962 sur les Groupements Agricoles d'Exploitation en Commun (G.A.E.C.).

## ce qu'est l'agriculture de groupe au niveau de la production

1° *L'achat en commun du matériel et d'équipements divers.* Celui-ci ne revêt souvent aucune forme juridique officielle. C'est la simple co-propriété. Il emploie aussi la formule « Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole » (C.U.M.A.). Il existe 14 000 C.U.M.A. en France qui ont débuté par l'achat de tracteurs et, par la suite, par l'achat de matériel pouvant être utilisé par roulement.

2° *Le chantier de travail* ou la banque de travail, où chacun participe derrière des machines, (la plupart du temps achetées en commun), à un chantier tournant dans les différentes entreprises des participants. En effet, on s'est rendu compte que si acheter en commun présentait un intérêt, cela n'était pas toujours suffisant, car les machines modernes exigent des équipes d'hommes ; si elles ne sont pas utilisées de façon normale, il s'en suit une perte de temps, un manque à gagner important. Il est donc nécessaire de se mettre en équipe pour les utiliser.

3° *L'atelier de production* est une forme plus élaborée. Il regroupe une production particulière de plusieurs exploitations. Des ateliers de production se sont constitués en France, ainsi on a vu naître des ateliers de production « volailles », « porcs », des étables, des ateliers de production pour certaines cultures maraîchères (légumes, champignons, etc.).

4° *Le groupement total* : Il met toutes les spéculations en commun. Il revêt différentes formes. Quelquefois, le groupement total est une association entre père et fils, entre deux frères et beaux-frères, mais bien souvent, et dans plus de 50 % des cas, entre personnes qui n'ont aucun lien de parenté.

Des associations ont été constituées pour éviter le partage du patrimoine familial, pour permettre au père de continuer à travailler avec son fils, mais plus fréquemment pour regrouper des unités trop petites et quelquefois pour exploiter des domaines qui dépassaient la capacité d'un agriculteur isolé, parce que ce dernier ne disposait pas de moyens, de capitaux, parce qu'il ne se sentait pas assez audacieux pour le faire à lui seul. Par exemple, dans le département des Vosges, un domaine de 250 hectares a été repris en 1963 par six jeunes agriculteurs qui n'avaient entre eux aucun lien de parenté.

## les groupements d'exploitation en commun ou G.A.E.C.

Le Groupement Agricole d'Exploitation en Commun est une société civile particulière.

La loi sur les G.A.E.C. permet à ces groupements d'avoir droit de cité officiel, elle laisse à chaque membre de ces groupes d'exploitants leur statut d'exploitant individuel aussi bien sur le plan social, économique, fiscal que juridique. Ceci est une entorse au droit traditionnel français et l'application de ces textes pose des problèmes, principalement sur le plan social et le plan fiscal. Ces groupements d'exploitation sont agréés par un comité départemental. En cas de refus d'agrément ou de reconnaissance abusive ; il y a possibilité de faire appel devant un comité national. Grâce à cette

procédure, on dispose d'un recensement des groupements agréés (plus de 900 au 1er septembre 1967). Il y a une moyenne de trois associés par groupement, leur surface moyenne est de 105 hectares, ce qui représente 35 hectares par associé. Si l'on veut assurer la parité aux agriculteurs de ces groupes, il faut à la base des moyens suffisants ; les premières réalisations semblent répondre à ces exigences.

Une étude du Centre d'Economie Rurale des Vosges à partir des chiffres venant des exploitations de ses adhérents démontrait qu'en polyculture-élevage, il n'était pas possible d'assurer un salaire de parité en dessous de 20 ha par travailleur.

Une autre étude effectuée par le même organisme portant sur les charges de structures dans l'exploitation, c'est-à-dire les charges fixes qui pratiquement ne varient pas, démontrait que ces charges étaient de 270,00 F par hectare dans les exploitations de plus de 50 hectares pour atteindre 900,00 dans les exploitations de moins de 15 hectares. On comprend qu'il ne soit guère possible d'assurer une parité à des hommes vivant dans des conditions tellement différentes.

### Avantages des G.A.E.C. :

Les groupements d'exploitation en commun permettent :

1° *Des investissements plus rationnels* : par le regroupement des terres ils évitent le sous-emploi des machines, en favorisant un emploi plus équilibré de celles-ci (le sous-emploi des machines et des hommes est une des causes importantes du manque à gagner en agriculture). Dans les petites fermes les investissements non rationnels se font très souvent au détriment de l'équipement ménager (le tracteur est en concurrence avec la machine à laver, avec le frigo, etc.).

2° *La spécialisation des hommes* : ils permettent la division du travail, ils permettent aussi d'acquérir une compétence que l'agriculteur isolé a plus de peine à atteindre. Le temps devenu disponible peut être mis à profit en vue d'augmenter les connaissances au moyen de lectures, en participant à des sessions, à des voyages d'étude.

3° *Une libération* permettant à l'exploitant de prendre des responsabilités professionnelles et tout au moins de mieux les assumer : exploitants isolés, beaucoup d'agriculteurs sont présidents d'associations, de syndicats, de coopératives, mais ces charges sont difficiles à assurer parce qu'ils ne peuvent y consacrer de temps nécessaire. Si l'on faisait actuellement en France, aux différents niveaux départementaux et nationaux, le recensement des dirigeants professionnels, on trouverait un pourcentage important d'hommes associés dans des G.A.E.C. C'est grâce à ces associations qu'ils ont pu se libérer et accéder à des responsabilités. Ainsi, on assiste en France à un changement important au niveau des dirigeants agricoles : alors que dans le passé, des petits et moyens agriculteurs ne pouvaient que rarement accéder à des postes nationaux, on constate à présent un équilibre à peu près normal entre les représentants des différents types d'agriculture, souvent grâce à ces formules d'associations.

4° *Une production plus homogène*, plus suivie, plus importante qui a davantage de poids sur le marché.

5° *La séparation de l'entreprise et de la famille*, ce qui représente un avantage sur le plan social. L'exploitation familiale a présenté des richesses dans le passé ; mais n'était-elle pas devenue l'exploitation de

la famille, plutôt que l'exploitation des biens et des terres, la famille étant asservie à l'exploitation ? et la prospérité de l'entreprise reposant souvent sur le travail impayé des femmes et des enfants.

Ce type d'entreprise en association permet la libération des femmes et des enfants. Dans l'exploitation familiale traditionnelle, quand elle se mariait, une femme épousait dans 99 % des cas le métier de son mari, elle était souvent « le deuxième homme de la ferme ». Dans le G.A.E.C. la participation du travail féminin n'est pas exclue mais la liberté de choix demeure entière, les femmes participent aux travaux de l'exploitation si elles en ont la vocation, mais il n'y a plus une obligation.

L'identification Famille-exploitation remet en cause à chaque génération l'unité de production. La forme sociétaire devrait assurer une pérennité à l'entreprise à travers les générations.

6° *La possibilité de roulement dans le travail.* Cela est particulièrement sensible dans les exploitations d'élevage, surtout pour la traite. Le G.A.E.C. donne la possibilité de disposer de week-end comme les autres catégories sociales, de prendre des vacances ; cet avantage est extrêmement important ; en effet, la génération montante n'acceptera plus les conditions de vie de l'exploitant familial traditionnel, rivié au travail d'un bout de l'année à l'autre.

7° Nous considérons également comme un avantage la *séparation propriété et exploitation*, car le G.A.E.C. exploite mais est rarement propriétaire, les terres sont mises à sa disposition.

#### Exigences des G.A.E.C. :

Pour réussir, un groupement agricole d'exploitation en commun exige :

1° *des bases économiques solides* qui doivent se traduire soit par des surfaces valables, soit par un volume de production suffisant. On ne supprime pas plusieurs misères en les associant.

Préalablement à toute réalisation il est nécessaire de procéder à des études techniques, économiques, poussées, afin de savoir à quoi l'on s'engage.

2° *La nécessité d'une comptabilité* : en agriculture sociétaire, il faut qu'à tout moment chacun puisse savoir où il en est. Il est donc nécessaire de disposer à la fois d'un compte d'exploitation et d'un bilan, il faut une comptabilité bien tenue. Chaque associé perçoit un salaire, et bien qu'il n'y ait pas de règles officielles les excédents sont partagés en fonction du travail après versement d'un intérêt au capital.

3° *La qualification, la compétence des membres associés* : une certaine sélection s'opérera à travers l'association. De toute façon, l'agriculture fera d'elle-même cette sélection et, à l'avenir, associé ou non, il faudra être qualifié pour demeurer agriculteur.

4° *L'organisation du travail* : C'est une règle propre à toute entreprise, le G.A.E.C. n'y échappe pas.

5° *La définition du pouvoir de décision.* Ceci est une exigence fondamentale : une entreprise doit être organisée et il lui faut une autorité.

Si la gestion d'équipe est le principe retenu son fonctionnement reste à rôder. Les formules sont diverses (cooptation, élection d'un gérant, co-gérance, etc.). Sur ce plan, on est en pleine phase de recherche de formules permettant la participation maximum des hommes dans la marche de l'entreprise. Il importe de prévoir ces problèmes à l'avance, afin d'éviter les difficultés, car

les rapports entre les associés conditionnent la réussite ou l'échec de l'entreprise.

6° *L'autonomie d'une vie familiale* : il est absolument nécessaire que chaque famille ait son logement séparé et dispose d'une très grande indépendance.

#### Problème foncier :

Si la rigidité des structures foncière gêne l'évolution de l'agriculture, cela est plus particulièrement vrai pour le G.A.E.C. qui a besoin de travailler sur de plus grandes surfaces. Il existe en France un courant favorable à des formes sociétaires pour la propriété du sol : parallèlement aux textes concernant les groupements d'exploitations, est paru un décret concernant les groupements agricoles fonciers (G.A.F.) qui constitue une amorce de solution.

Il est anormal qu'à chaque génération on détruise l'unité d'un patrimoine péniblement acquis ; le partage de parts, de société supprimerait cet inconvénient.

Toutefois, il faut remarquer que si les groupements d'exploitation en commun ne peuvent être constitués qu'entre agriculteurs, (l'exigence fondamentale étant la participation au travail), les groupements agricoles fonciers devraient permettre aux non agriculteurs d'investir dans la valeur sûre qu'est la terre.

## l'agriculture de groupe : espérance réaliste

Ces formules d'agriculture de groupe sont séduisantes, mais elles sont exigeantes au niveau des hommes. A l'usage elles se roderont et la mise en commun des expériences permettra d'aider ceux qui veulent s'engager. La conjoncture actuelle pousse au développement de l'agriculture sociétaire, la reconversion des exploitations agricoles s'impose et pour beaucoup l'association est le seul moyen de faire éclater le cadre traditionnel et de rester paysan.

Le choix de l'association ne procède pas seulement de la préoccupation de disposer de formules efficaces sur le plan économique, mais du souci de garder aux travailleurs ce qui fait l'essentiel de toute activité : une part personnelle de responsabilité et d'initiative dans le travail, indispensable à côté des biens matériels à l'épanouissement total de l'homme. Dans ce domaine, l'agriculture est dans la bonne voie, car ses préoccupations, ses soucis ne sont pas uniquement ceux des promoteurs de l'agriculture de groupe.

Les formules de groupe se développent dans différentes professions : transporteurs routiers, avocats, vétérinaires, médecins, etc... En médecine, il existe près de 200 cabinets de groupe.

On signale également que les médecins polonais sont autorisés à avoir une clientèle privée dans la mesure où ils exercent en groupe.

Ce type nouveau d'entreprise sera-t-il capable de marquer d'une certaine empreinte l'évolution de la société ? La question reste posée.

Mais toujours est-il que le fait de partager quotidiennement avec les autres initiatives et responsabilités marque les mentalités et le comportement et l'école de formation qu'est le groupement est pour nous, agriculteurs, une solide raison d'espérer.

**Robert PARMENTIER,**  
Vice-Président de l'U.G.E.A.

# ANDRÉ MALRAUX

## DU ROYAUME FARFELU AUX ANTIMÉMOIRES

par Janine Mossuz

Bien surpris ceux qui s'attendaient à un long récit, enveloppant en spirale la vie d'André Malraux. Ils ne verront pas au fil des pages grandir le petit garçon ni s'éveiller l'adolescent nerveux qui devait devenir l'auteur de la *Condition Humaine*. Ni journal ni biographie, la dernière œuvre d'André Malraux ressemble pour la forme à son dernier roman, *Les Noyers de l'Altenburg*, et plus encore peut-être à son premier essai, *La tentation de l'Occident*.

Comme dans *Les Noyers*, le découpage refuse la chronologie : André Malraux mène de front 1965 et 1925, 1948 et 1934, comme il faisait se répondre la première et la seconde guerre mondiale. Comme dans la *Tentation*, les grandes villes orientales rythment l'œuvre : de Canton, de Shangaï, de Tien-Tsin, le jeune A.D. qui partit vers la Chine sur le « Chambord », écrit au Chinois Ling. Pendant quatre ans (1921-1925), il brosse à grands traits un tableau de l'Orient montrant ceux des visages de l'Asie qui s'opposent le plus violemment à la vieille Europe. Quarante ans plus tard, reprenant le chemin de la Chine à bord du « Cambodge », André Malraux, devenu ministre du Général de Gaulle, redécouvre les terres qui fascinèrent sa jeunesse : « Comme lorsque j'avais rencontré l'Asie pour la première fois, écrit-il alors en commençant les *Antimémoires*, j'entendais gronder tout un bourdon de siècles qui plongeait presque aussi loin que les ténèbres de la nuit ».

Aden, Singapour, Hong-Kong, Canton, Pékin... Les voix du passé, rappelant l'aventure, et l'œuvre qui en jaillit se conjuguent aux rencontres du voyage, interrogent le présent, interrogent la terre entière. Assaillant l'artiste, des villes multicolores et métamorphosées imposent à nouveau qu'au périple se mêle la création artistique. Cet itinéraire, André Malraux le connaît bien. A 22 ans, il partit à la recherche des temples khmers, deux ans plus tard il faisait paraître en Indochine un journal favorable à la cause annamite, puis allait en

Chine en qualité de délégué du Kuomintang Indochinois.

Les mêmes villes vont dater les chapitres de la première et de la dernière œuvre, mais si les questions fondamentales restent posées : que dresser contre la mort ? qu'est-ce que l'homme ? le regard jeté par l'écrivain s'est enrichi d'une prodigieuse expérience.

L'angoisse qu'il exprimait en 1925 s'est nourrie au fleuve de l'histoire et sur tous les continents.

En Chine, en Indochine, en Espagne puis en France, il s'est battu armes aux poings dans les rangs des volontaires, et de chaque lutte qui le portait au-devant du destin, il a fait un roman — intrusion dans le monde des apparences et des contraintes du signe qu'existe en l'homme une force qui le dépasse. « L'art est un anti-destin » : formulé à l'heure des *Voix du silence*, ce principe sous-tend toute l'œuvre d'André Malraux. Aujourd'hui, c'est d'une vie ressurgie tout entière qu'il tire cette affirmation que le Mal ne peut dissoudre l'homme. Et il reprend dans cette intention une histoire que racontait Walter Berger dans les *Noyers de l'Altenburg* : Nietzsche devenu fou, s'était mis à chanter dans l'obscurité d'un train, son dernier poème, *Venise* : « Dans la prison dont parle Pascal, les hommes sont parvenus à tirer d'eux-mêmes une réponse qui envahit, si j'ose dire, d'immortalité, ceux qui en sont dignes. Et dans ce wagon et quelquefois ensuite, les millénaires m'ont semblé parfois aussi effacés par l'homme que nos pauvres destins sont effacés par le ciel étoilé ».

Les *Antimémoires* s'inscrivent dans le même dessein, mais leur matière est cette fois l'argile de toute une vie abordée dans un long chant. Se côtoient alors toutes les réponses, vaines ou fécondes, inégales, fragmentaires ou démesurées que l'on peut opposer à l'angoisse de la condition humaine. Religions, doctrines, aventure, art, histoire, culte du fantastique, apparus tour à tour au fil des œuvres, retrouvent aujourd'hui leur unisson.

le primat de la nation lui semble aujourd'hui être l'un des mobiles les plus impérieux des engagements et des luttes, il n'éclipse pas les réponses que lui-même tenta de donner autrefois dans sa vie et dans son œuvre.

L'aventure, première parade offerte par le héros (qu'il soit solitaire comme Perken ou qu'il participe à la fraternité révolutionnaire comme Garine), éclate à nouveau en 1965, à des degrés divers. Non que Malraux consacre de longues pages à l'aventure ministérielle, mais l'écrivain qui part en Guyane en 1958 pour qu'au référendum réponde un « Oui » massif, se retrouve au cœur d'une singulière épopée. Montant à la tribune au milieu d'une foule déchaînée et munie de projectiles, il n'est pas sans éprouver à nouveau un certain frisson. Mais, curieusement, ce ne sont pas ces journées, pourtant vécues, qui sonnent le plus vrai dans la veine aventurière des *Antimémoires*. Elles pâlisent et s'éloignent dès qu'André Malraux fait un clin d'œil complice au personnage qui lui inspira le Perken de la *Voie Royale*. Pendant près de cent pages revivra David de Mayrena « sorte d'officier de la légion (...) qui s'était taillé un royaume en pays insoumis ». Et si l'écrivain revient à cet aventurier qui hanta, dans les années 20, plus d'un rêve exotique, ce n'est pas pour éclairer la seule recherche des érudits. Là, réapparaît la coulée magique du farfelu.

Ce n'est pas André Malraux qui raconte les hauts faits de celui qui devint roi des Sedangs, mais un curieux personnage qui prépare un film sur David de Mayrena : André Malraux le rencontre à Singapour en 1965, c'est le baron de Clappique. Cette étrange figure traversait déjà une autre œuvre. Le baron de Clappique est en effet l'un des « héros » de la *Condition Humaine* (1933). Vivant alors à demi dans un monde imaginaire, il racontait des histoires fantastiques traversées en tous sens par des êtres bizarres. Transfuge du monde farfelu, il semblait être le tribut versé par André Malraux au mode sur lequel avaient été joués *Lunes en papier* (1921), *Écrit pour une idole à Trompe* (1924), *Royaume Farfelu* (1928). Mais il ne revient pas seul dans les *Antimémoires*, une cour d'objets l'annoncent et lui succèdent, signe d'une volonté de l'écrivain de montrer au grand jour l'un de ses plus vieux domaines.

En ballets multicolores dansaient dans les premiers écrits, des formes insolites, insolentes ou graves qui luttait avec art contre les images du destin. Colonnades métalliques, ocarinas, poissons-hérissés, poupées, clés de sol et cornues se mêlaient en défilés carnavalesques, venus des kermesses flamandes, des barriques foraines, des boutiques orientales d'antiquaires-magiciens. La mise en scène n'était pas un jeu mais revêtait à chaque acte une signification métaphysique. Evoquant Jérôme Bosch, André Malraux s'en expliquera plus tard, dans les *Voix du Silence* : « Le poète et le faiseur de diables complètent le monde ». Dans les *Antimémoires* il laisse éclater à nouveau les rondes farfelues qui ont pris encore sur un monde que ne satisfont plus les grands mythes, et ses raisons n'ont pas changé. Il écrit alors : « Notre esprit invente ses chats bottés et ses cochers qui se changent en citrouilles à l'aurore, parce que ni le religieux, ni l'athée ne se satisfont complètement de l'apparence ».

A chaque étape du voyage, des objets tapis dans l'ombre annoncent le feu d'artifice que sera l'arrivée de Clappique, personnage lunaire échappé de la devanture d'un illusionniste. Dans ce qu'il appelle les « musées far-

### *La fièvre de vivre et la hantise de la mort.*

André Malraux est agnostique, mais les religions le passionnent. Des premiers essais aux écrits sur l'art, elles apportent au cours des pages leur puissance et leur mystère. Christianisme marquant au fer la chair occidentale, judaïsme, hindouisme, toutes sont scrutées, questionnées par l'écrivain bien qu'il leur ait à 25 ans dressé un constat de faillite. Il écrivait alors, en recherchant quel avenir attendait une jeunesse européenne désespérée par la crise des valeurs : « Doctrines, religions, qu'il est dur à l'homme de ne point vous faire hommage de sa solitude, et de n'appliquer son âme désenchantée qu'à ces gestes vains qui luisent parfois comme des éclats d'armures en marche, à travers ces ténèbres où l'Occident s'épuise à se délivrer d'un amour excessif » (*D'une jeunesse européenne*, 1927).

Il s'est penché inlassablement sur les grands mythes dans lesquels communient des peuples ou des foules : le communisme, qu'il refuse dès lors qu'il devient stalinisme, et, depuis la guerre, le nationalisme. Reprenant la prophétie de Nietzsche « le XX<sup>e</sup> siècle sera le siècle des guerres nationales », il explique, depuis la Libération, qu'à la racine des grands mouvements qui bouleversent le monde se trouve le nationalisme. Mais si

felus », André Malraux retrouve amoncelés des mannequins, des épingles à linge « comme des hirondelles sur les fils téléphoniques », des princesses à costume de lancier du Bengale, des sarcophages de carton rose. Dans la maison de Nehru, il revoit posée sur un piano, une sirène empaillée, de celles que l'on fabrique avec le corps d'un petit singe et celui d'un poisson, la même que celle achetée autrefois par le narrateur de *Royaume Farfelu*. Mais s'agit-il vraiment des musées ? Et Clappique est-il bien devenu ce monsieur auquel les Américains ont demandé de faire un film ?

Car dans ce poème désinvolte et grave, où le lyrisme le dispute à l'ironie, s'enlacent et se déprennent incessamment la réalité et la fiction. « J'ai vécu dans le domaine incertain de l'esprit et de la fiction qui est celui des artistes » écrit André Malraux dès le début des *Antimémoires*. Il aurait pu ajouter « depuis toujours ». Car le choix remonte aux premières années de sa jeunesse littéraire. Avec les dadaïstes et les surréalistes, il a vigoureusement plaidé pour l'irrationnel. « Je dis qu'il faut être voyant » écrivait Rimbaud. A sa suite plus d'un poète rejette l'image traditionnelle de l'homme et affirme que ni l'analyse ni l'observation ne permettent de le cerner. André Malraux qui admire Max Jacob et Lautréamont préface *Mademoiselle Monk* ; présentant le texte de Maurras, il constate que « la raison est peu puissante contre la sensibilité ».

La sensibilité vibre au possible, aux rêves qui habitent chacun et qui, tout autant que les actes, tissent une vie. L'imaginaire compose le passé aussi intensément que les histoires vécues, c'est l'un des axes des *Antimémoires*, fidèles en ce sens au fantastique, à la valeur suprême reconnue à la fiction par l'écrivain dès ses premières tentatives.

De cette foi procède une nouvelle forme littéraire. Dans sa vie telle qu'elle ressurgit par pans, s'abolissent les frontières de l'imaginaire et du réel. Comme les héros de ses livres, l'écrivain n'apparaît que dans sa relation avec le monde (d'où l'importance des mythes et des grands personnages de l'histoire - Mao, de Gaulle, Nehru). Mais l'univers dans lequel il se déplace intègre toutes les facettes du rêve et de la vérité reconstruite, retient les étapes acceptées, referme les trappes sur certaines pousses séchées. Car des épisodes sont absents, certains viendront plus tard dans la suite des *Antimémoires*, d'autres semblent mis définitivement entre parenthèses comme la première aventure gaulliste qui mena André Malraux aux tribunes du R.P.F. « Les faits sont liés à une intensité, à une possibilité particulière de nous émouvoir qui fait leur réalité, écrivait-il en 1927 ; lorsqu'ils ont perdu cette intensité, ils ne se présentent plus à nous que comme des noms : ils sont morts » (*D'une jeunesse européenne*).

Il n'y a pas de « noms » dans les *Antimémoires*, mais le geste d'une vie restituée par flashes, indifférente à la chronologie, sensible aux seules images vivantes, un « Moi », dont la vision n'a guère changé depuis l'essai de 1927. André Malraux écrivait alors : « Le Moi, palais du silence où chacun pénètre seul recèle toutes les pierres de nos provisoires démenes mêlées à celles de la lucidité ; et la conscience que nous avons de nous-mêmes est surtout tissée de vains desirs, d'espoirs et de rêves ». Appliqué à la création artistique ce mode de perception donne les *Antimémoires* où l'on ne distingue pas toujours l'état civil de la littérature (1).

Mais n'est-ce pas exprimée, traduite en forme, l'une des appréhensions « textuelles » du passé ? On ne restitue pas toujours à sa raison une vision d'entomologiste

mais une matière enrichie de rêves, allégée d'oublis. Alors pourquoi ne pas donner à l'imaginaire son importance en l'appelant réalité ? Dans un tout autre contexte, Montherlant écrivait en préfaçant les *Olympiques* : « Sans tarder je me débarrassai d'un certain nombre de préjugés. Chaque fois que l'on fait quelque chose de bien, cela commence toujours par une liquidation ». Il y a « liquidation » des règles traditionnelles dans les *Antimémoires*, rejet des préjugés qui font présenter aux lecteurs des maisons nettes où les portes de bois tangible se distinguent sans ambiguïté des trouées du rêve.

Cette perspective admise, on ressent plus profondément le mouvement de marée qui anime l'œuvre. Le passé recouvre et féconde le présent, mais le présent modèle en même temps la forme des vagues. Prenant à son tour un autre visage, il redessine inlassablement les images qui l'assaillent, venues de lointaines années. Ce principe dont semblent procéder les *Antimémoires* est exactement celui qui régit l'histoire de l'art dans les *Voix du silence*. Règne la métamorphose. « L'art qui va naître, déclarait Malraux en 1945, sera aussi différent de ce qui déclenchera sa naissance, que Delacroix l'est de Rembrandt, de Raphaël et de Rubens ». Il dira plus tard de la culture : « Nous savons qu'elle n'est pas un inventaire, que l'héritage est métamorphose et que le passé se conquiert ; que c'est en nous, par nous, que devient vivant le dialogue des ombres où se plaisait la rhétorique ». (*Les voix du silence*).

C'est pourquoi le poème inégal des *Antimémoires* ne se déroule pas en strophes enchaînées et graduées, mais au rythme des rebondissements et des échos retentis à chaque étape du voyage. Le dialogue est incessant du passé au présent, de l'Orient à l'Occident — ces deux mondes qui hantent toujours Malraux — de l'écrivain à lui-même. Les lettres du jeune A.D. étaient destinées au chinois Ling, la correspondance ici s'établit entre Malraux et Malraux.

Mais l'arbitraire est encore apparence, le désordre faux-sembant. Une trame poignante conduit à l'Eternel Fléau qui s'abattait sur les hommes dans chacune des œuvres de l'écrivain : la Mort s'est muée en Mal. Elle éclate à son paroxysme dans les dernières pages consacrées aux atrocités des camps nazis. A l'occasion du transfert au Panthéon des cendres de Jean Moulin, André Malraux sent passer « lentement sur le Panthéon, l'ombre qui domine celle de la Mort, le Mal éternel que les religions ont affronté tour à tour ». Des images s'amoncellent, il songe à Ravensbrück, Dachau, Auschwitz. Et, pour le lecteur, il les évoque dans leurs scènes les plus pénibles. Lui-même n'a pas connu les camps de concentration, mais ces derniers l'obsèdent. Alors, par les voix de ses amis revenus de cet enfer, il raconte les humiliations, les blessures, les souffrances, les tortures endurées par les déportés. Parce que les rendre présentes, inlassablement, sous la plume de l'artiste c'est se tendre contre elles, crier que l'homme existe, par-delà les individus que l'on a voulu détruire. C'est, une fois encore mettre en question, s'insurger, manifester la puissance de l'être qui, seul, peut contester et donner un sens. André Malraux écrivait dans les *Voix du Silence* : « Si le monde est plus fort que l'homme, la signification du monde est aussi forte que le monde ».

Janine MOSSUZ.

(1) Par exemple, André Malraux remplace toute indication sur sa famille par un passage des *Noyers de l'Altenburg* évoquant les suicides du père et du grand-père du narrateur.

# notes de Lecture

## Du Poker aux Échecs HISTOIRE DE LA GUERRE FROIDE

par André FONTAINE

Rendant compte récemment dans « Le Monde » d'une nouvelle collection qui prétendait « remettre en question l'objet même de l'Histoire », André Latreille notait : « Il y a belle lurette que les historiens s'efforcent de traiter des peuples et des civilisations en s'affranchissant du récit des guerres et des débats politiques ou des aventures des grands de ce monde ».

L'expression « belle lurette » a quelque chose de désinvolte sous la plume d'un historien et trahit un certain dédain pour les écoles structuralistes — par opposition aux écoles événementielles — sans qu'on sache si c'est Michelet qui est visé,

Proudhon, ou plus près de nous, Marc Bloch et Pirenne Père et fils. Toujours est-il que l'auteur renouvelle ses réserves « sur un renversement des perspectives qui finit par mutiler d'une autre façon l'histoire, en niant l'influence de ces accidents que sont les conflits mondiaux ou le rôle des conducteurs de peuples sur le progrès ou le recul des civilisations et sur la marche générale de l'humanité ».

Tout cela est de bon augure. Il y a donc deux écoles, ce qui nous en promet une troisième qui fera leur juste part au providentialisme et au matérialisme historiques dans nos efforts ultérieurs pour reconstituer le passé. On peut se faire une idée de cette troisième école avec un livre au titre évocateur, sinon provoquant : « Louis XIV et vingt millions de Français » (1) dont l'auteur, Pierre Goubert, indique clairement l'intention : « Confronter Louis à son royaume et à son temps, tel est le sujet de cet ouvrage qui pose en fin de compte, une fois encore, l'éternel problème du grand homme dans l'Histoire. » Le problème en fait n'est pas tout à fait résolu dans le cas considéré parce que la partie était inégale. Le grand homme a intoxiqué l'Histoire avec sa vanité, et ses vingt millions de sujets n'ont laissé que de discrets témoignages de leur état médiocre. La même tromperie serait-elle possible aujourd'hui ? Staline, Nasser, de Gaulle symboliseront-ils le siècle de la bombe atomique et de la télévision, on en doute déjà. Mais il reste qu'il est encore difficile

d'écrire l'histoire des événements contemporains sans se référer à leurs humeurs. C'est ce que nous rappelle André Fontaine avec cette citation de Simone Weil qui ouvre un chapitre de son « Histoire de la guerre froide ». « Les sentiments personnels jouent dans les grands événements du monde un rôle qu'on ne discerne jamais dans toute son étendue. Le fait qu'il y a ou qu'il n'y a pas amitié entre deux hommes, entre deux milieux humains peut dans certains cas être décisif pour la destinée du genre humain ».

André Latreille a pu se rassurer en lisant cette « Histoire de la guerre froide », dont le deuxième tome vient de paraître. (2) Là, l'auteur n'a pas cherché à s'affranchir « du récit des guerres et des débats politiques ou des aventures des grands de ce monde. » Il nous en fournit au contraire un rappel si exact qu'il fait honte à notre mémoire. Comment avons-nous pu vivre, côtoyer et oublier, en quinze ans, tant de conflits, tant de conférences et même tant de personnages illustres ? C'est une des leçons les plus significatives de ce rappel impitoyable de nos émotions, de nos certitudes récentes. Ainsi celles que nous vivons intensément aujourd'hui auraient à leur tour en 1980 cette odeur sans charme du passé proche, qui est souvent un présent dépassé, reclassé autrement que nous l'avons vécu, partiellement condamné ? Sans doute notre époque prend déjà ses précautions. 1980 est représenté comme l'échéance du futurisme le plus im-



probable. Personne ne voudrait prendre de pari sur la forme de gouvernement que la France aura à ce moment-là. Est-ce parce qu'on soupçonne qu'un gouvernement européen se sera substitué au gouvernement français. Pas même. Et pourtant, sur la route de 1980 la Communauté Européenne a déjà franchi la moitié de son chemin ouvert en 1950. On pourrait au moins essayer quelques extrapolations. Mais la mécanique cérébrale de prévision historique semble débranchée. En revanche, celle de la prévision technologique est parfaitement au point puisque nos ingénieurs travaillent quotidiennement sur les projets qui feront le cadre de notre vie de 1980. C'est pourquoi les seuls et trop rares livres sur l'histoire du futur sont ceux de la science fiction. L'histoire fiction n'existe pas. Ses plus audacieuses tentatives sont, comme l'était « 1984 » d'Orwell, une projection dans le futur d'un présent monstrueux.

Ce présent monstrueux, en l'occurrence, était le stalinisme triomphant à la veille même de sa chute. Autant que l'hitlérisme, le stalinisme aura traumatisé notre génération, si l'on en juge par la littérature et l'imagerie qu'il produit sans interruption. Qu'il appartienne au passé, cela ne fait guère de doute. Qu'il soit même l'ultime épisode de l'histoire ancienne en Occident, c'est ce qu'on peut conclure de l'importance qu'occupe, si l'on ose dire, la disparition de Staline dans le tableau du monde moderne que peint André Fontaine.

Certes, trois ans après Staline, il y eut encore Budapest qu'il aurait pu signer, et, neuf ans après, l'aventure de Cuba qu'il aurait sûrement évitée. Mais dès le lendemain de sa mort, si rien n'était différent, tout était devenu possible. Le processus de rationalisation des rapports internationaux était en route et il fallait du temps, et du courage pour changer le vertigineux poker de la guerre froide en un jeu d'échec scientifique. On voit en effet dans le livre d'André Fontaine se dégager clairement aux environs de 1950 un nouveau code de relations diplomatiques entre les dirigeants des très grandes puissances qui contraste avec le maintien du vieux système machiavélique entre les moyennes

puissances ou la perpétuation des mœurs féodales dans le monde sous-développé. Il apparaît que quelques hommes s'élevant à la hauteur de leurs responsabilités aient décidé de ne plus assumer tous les risques que comportait le mensonge, la dissimulation, le bluff à l'égard de l'adversaire. Puisqu'une erreur pouvait être fatale à l'humanité tout entière, mieux valait annoncer ses couleurs — sinon jouer cartes sur table. L'affaire de Cuba, admirablement replacée dans ses immenses proportions historiques par André Fontaine clôt l'ère des vieux stratèges tortueux.

Staline, avons nous dit, n'aurait peut-être pas commis l'erreur de Cuba. Mais le danger n'en était que plus grand avec ce personnage imprévisible qui poussait ses adversaires aux extrémités de l'incertitude et de la nervosité. Et c'est sans doute aussi parce que Khrouchtchev s'était montré trop joueur et trop fantasque qu'il a été renversé par des hommes soucieux de pratiquer une politique de risques mieux calculés. On lui a reproché officiellement d'avoir été imprévoyant. En réalité, on lui reprochait à lui aussi d'être imprévisible : d'où le mystère qui plane encore sur les vrais circonstances de sa disgrâce, laquelle s'explique moins, selon André Fontaine, par ce qu'il avait fait que par ce qu'il allait peut-être faire.

Aberrante et d'un autre âge, comparées à la politique du téléphone rouge, sont les relations internationales qui échappent encore aux lois nouvelles de la coexistence nucléaire. La guerre de Corée, la guerre du Vietnam apparaissent dans le livre comme les résidus du vieil impérialisme européen défaillant. Tant de pages consacrées aux conflits du Moyen Orient laissent rêveur quand on sait que la guerre Israélo-arabe de ce printemps n'y figure pas : mais elle se situe dans la perspective du récit, ainsi que Glasboro, qui ouvriront tout naturellement le prochain tome de cette interminable (c'est le mieux qu'on puisse nous souhaiter) Histoire de la guerre froide.

Il fallait une singulière maîtrise de son sujet pour rendre intelligible et vivante une telle accumulation

de faits. Après ce livre, quel universitaire, si prestigieux soit-il, oserait refaire cette chronique impartiale, ou en éprouverait même le besoin ? Il faut savoir — mais qui l'ignore ? — que l'auteur tient toutes ses informations de source directe. De la partie diplomatique de cette phase de la guerre froide (1950-1967) il a été personnellement témoin. Au fil des jours, tôt ou tard, tous les documents sont passés entre ses mains. L'historien a fait le tri dans les archives du journaliste. Le psychologue a fait la part de la vérité dans les confidences qu'il a reçues. C'est pourquoi on peut s'engager dans ce récit d'événements encore brûlants avec une totale sécurité d'esprit : derrière chaque fait il y a une enquête approfondie — plus de cinq mille articles, éditoriaux écrits de la même main par le chef des services étrangers du « Monde », lui-même placé au centre d'un des plus solides réseaux d'information qui soit.

Ce sentiment de sécurité, si rare dans la littérature historique actuelle tout entière orientée vers la sensation, compense bien l'impatience que l'on pourrait avoir quelquefois devant une si tranquille objectivité. D'aucuns, en effet, seraient tentés de reprocher à André Fontaine de ne pas refléter leurs enthousiasmes, de ne pas s'engager dans leurs partis pris. L'historien, comme le journaliste, se veut sans préférences. Mais il n'échappera pas aux humeurs de quelques « européens » qui ne retrouveront pas — sauf dans une courte échappée finale — les grandes perspectives nouvelles qu'ils ont cru introduire dans le tableau figé de la guerre froide. Pas plus d'ailleurs qu'il n'évitera les reproches des nationalistes qui chercheront en vain le rôle déterminant de la diplomatie française dans cette grande fresque contemporaine. Mais cette double réserve ne troublera certainement pas sa sérénité, au contraire.

François Fontaine

(1) Fayard — (L'Histoire sans frontières).

(2) Fayard — (Les Grandes Etudes Contemporaines) — 2 tomes.

# GUIDE POUR L'UNIVERS POLITIQUE

par René PUCHEU

Sous un titre modeste et ambivalent à la fois, René Pucheu (que les lecteurs de « France-Forum » connaissent bien) vient de publier un livre qui témoigne de la vitalité de la réflexion civique actuelle. S'agit-il vraiment d'un « guide » ? L'auteur est trop fin et trop discret pour prétendre diriger une quelconque visite, mais il entreprend de parcourir à nos côtés un itinéraire, qui, pour lui être familier, ne manque pas à l'occasion de l'intriguer. Tout en progressant, il ne cesse de poursuivre un dialogue avec son lecteur et aussi, semble-t-il, avec lui-même car s'il invite à partager ses convictions il ne dissimule pas ses perplexités, ni le plaisir qu'il ressent lorsqu'une correspondance heureuse se présente, qui éclaire ou prolonge sa recherche.

Ce guide n'est donc pas un Baedeker mais une relation de voyage, sensible et méditée. Seule concession à l'aspect didactique d'une telle formule, des astérisques « marquent le degré de difficulté » des ouvrages cités et sont comme les fourchettes du Guide Michelin ; deux autres indications typographiques servent à identifier les ouvrages « particulièrement importants » et, pour les voyageurs modestes, ceux qui ont été édités dans une collection de poche...

Une citation liminaire d'Alain nous avertit : « Les problèmes politiques sont presque impénétrables » et René Pucheu enchaîne aussitôt en précisant que son livre est destiné à ceux qui doutent que la politique mérite attention, à ceux

qu'elle inquiète et à ceux qu'elle a déçus, pour en avoir trop attendu. Plaidoyer en un sens, donc, mais qui ne prétend point apporter de certitude, sinon que cette activité équivoque est inévitable.

Mais d'abord quelle est-elle ? Les deux parties qui composent le livre correspondent en gros aux deux sens que l'anglais, pour une fois plus précis que le français, distingue en appelant *politics* le domaine de la compétition autour du pouvoir et *policy* la ligne de conduite, le programme que l'on applique (ou que l'on propose d'appliquer) une fois au pouvoir. Ce dernier sens justifie en quelque sorte l'énergie et les compromissions du premier : *o dirty politics* gémissait Vigny après Horace Walpole... Mais René Pucheu, moraliste, montre qu'elle est le reflet de la condition humaine et que « changeante dans ses apparences et les dimensions de son champ, elle est immuable dans son essence ».

La première partie constitue précisément une recherche de l'essence de la politique tandis que la seconde s'efforce de la situer aujourd'hui, dans son contexte économique, sociologique, international. Cet inventaire qui révèle la complexité des secteurs concernés, dessine une sorte de géographie sans frontières. Derrière l'articulation logique il existe cependant une unité plus intime que suggère la réflexion de l'auteur pour qui la politique n'est « ni rien, ni tout ». Il ajoute aussitôt afin que l'on ne se méprenne pas qu'elle ne saurait pour autant se contenter de « trop de modestie ». En quête d'un équilibre entre une sagesse un peu sceptique et « raisonnable » et les fécondes illusions, René Pucheu propose une comparaison qui paraît heureuse. Citant *Les voix du silence*, d'André Malraux, il assigne à la politique un sens analogue à celui de l'art : « Par l'expérience de la communion, ouvrir à l'individu la possibilité d'échapper à la solitude et à la caducité en rencontrant les hommes et les femmes innombrables de la société en quête d'universel, tel est, vraisemblablement, le sens de la politique ». Bref, elle s'apparenterait à l'art en tant qu'« anti-destin ».

Cette piste réconcilie les deux aspects distingués plus haut puisque la politique peut s'analyser alors à

la fois comme une technique, c'est-à-dire un ensemble de recettes pratiques qu'il faut maîtriser et une œuvre que ce savoir-faire permet de réaliser. Mais il faut ajouter que l'œuvre n'est jamais terminée : comme le dit très bien René Pucheu, la politique est « toujours recommencée ». Cette précarité essentielle est une cause de déception pour ceux qui espèrent quelque accomplissement définitif d'autant qu'il s'agit d'un domaine dont la matière première n'est pas inerte. Collective, cette activité met en cause l'Homme, mais on ne saurait attendre d'elle qu'elle résolve les problèmes particuliers de chacun. Elle évolue dans un secteur ambigu et se présente, écrit Pucheu, comme « une sorte d'intendance de l'esprit ».

Agacé par les simplifications des « modernistes obtus » qui prétendent réduire le gouvernement des hommes au maniement expert des techniques de gestion, l'auteur témoigne de plus de sympathie pour les aspirations des « militants » qui refusent le prosaïsme raisonnable. Mais c'est une sympathie sans faiblesse : « Le temps des militants est fini », écrit-il, si l'on entend par militant ce « rebelle... qui combattait afin d'en finir une fois pour toute avec l'oppression, la pauvreté, la haine ». Cette démarche sans illusion est révélatrice d'une génération à laquelle n'ont pas manqué les déconvenues mais elle écarte la résignation aussitôt : « Le temps des aventuriers commence, si l'on veut entendre par aventurier cet homme rebelle et soumis au destin à la fois... »

En conclusion, René Pucheu propose « pour continuer », un double itinéraire qui prolonge les thèmes de son livre. Elucider, d'une part, la signification humaine de la politique ; inventorier d'autre part, les phénomènes politiques majeurs ; mais soulignant pour terminer l'unité profonde de son approche, il insiste sur le caractère simultané de ces deux recherches qui débouchent naturellement sur l'expérience vécue, c'est-à-dire, sur la participation à une activité collective.

Pierre Avril

— Les Editions Ouvrières — Collection Vivre son temps.

# LES RIVALITÉS ATOMIQUES (1939-1966)

par  
Bertrand GOLDSCHMIDT

Il est bien regrettable que le nouveau livre de M. Bertrand Goldschmidt (1) n'ait suscité dans la presse française que des recensions aussi platement louangeuses que superficielles. Car le principal intérêt de son étude est de prêter à controverse sur un problème politique majeur de notre temps, et par là même d'être utile à quiconque cherche quels choix l'homme de gouvernement peut envisager à partir de l'examen attentif des données de fait. Autant dire que l'on s'est trop empressé — par complaisance ou par méconnaissance du sujet — de voir en M. Goldschmidt un historien, observateur froid et objectif du développement atomique, même si l'on a pris soin de préciser qu'ayant occupé — et occupant aujourd'hui — une place de premier plan parmi les dirigeants nucléaires français et les grands experts internationaux, il écrit aussi en *mémorialiste*. Mieux vaudrait dire — pour en remercier l'auteur — qu'en nous offrant sa vision personnelle de ces 27 années où l'atome a surgi comme un facteur de bouleversement inouï des relations internationales, et surtout en ne nous cachant rien de la contradiction fondamentale de sa pensée, partagée entre un idéal mondialiste nettement affirmé et une évidente résignation

aux raisonnements et attitudes nationalistes, M. Bertrand Goldschmidt procède à une analyse remarquablement franche — tantôt candide, tantôt cynique — du comportement de nombreux savants face à l'Etat-Nation et à la Communauté mondiale. Hâtons-nous d'ajouter que, de leur côté, les hommes d'Etat en cause apparaissent non moins déchirés, même si, pour la galerie, le silence ou l'auto-satisfaction leur semblent préférables à l'aveu d'une impuissance ou d'une erreur — qu'au demeurant, un Bertrand Goldschmidt, lui non plus, ne reconnaît pas explicitement comme tels.

Tout le drame de notre époque est là — dans une généralisation de la fameuse « théorie des biefs de civilisation » prêtée par Arthur Koestler au prisonnier Roubachov dont l'analyse coïncide malheureusement plus que jamais avec la réalité. Non seulement il y a déséquilibre grandissant entre peuples riches et peuples pauvres; non seulement il y a dénivellation scientifique croissante entre les nations les plus avancées et les autres; non seulement les premiers signes de maturité politique observables en quelques démocraties coexistent de plus en plus mal avec un super-racisme nationaliste ou idéologique de plus en plus répandu, de plus en plus agressif (caricature du vieux nationalisme impérialiste et bio-raciste des peuples évolués); non seulement il y a déphasage de plus en plus net entre la capacité informatrice-créatrice-destructrice de l'humanité et ses structures politiques; mais ni les hommes d'Etat les plus avisés, ni les savants les plus lucides — même lorsqu'il leur arrive de dialoguer — ne traduisent en actes significatifs leur commune conviction qu'il est nécessaire et urgent d'entreprendre le sauvetage des multitudes que l'on excite au massacre (comme au Moyen-Orient, où la paix n'est pas prêt de s'instaurer), sauvetage qui ne peut être le résultat que d'une action systématique en faveur de la sécurité collective, dans tous les sens du mot: arrêt, bien sûr des combats et désarmement, mais aussi santé, approvisionnements, expansion de l'enseignement, de la science et de la culture, exploitation rationnelle des ressources matérielles et des techniques nou-

velles. Or, les savants comme les politiques vivent, dans l'ensemble, sur de vieilles habitudes d'action et même de pensée, par méconnaissance réciproque de leurs problèmes. Ce sont deux clans rivaux qui, dans chaque pays, se disputent le pouvoir avec toutes les armes de leur spécialité respective: les savants font miroiter aux hommes d'Etat, dont ils méprisent l'inculture scientifique, le surcroît de puissance politique et économique dont disposera la Nation grâce à leurs recherches; les responsables de l'Etat, en tenant par principe la dragée haute aux chercheurs, contraignent ceux-ci à émettre leurs projets les plus intéressants ou les plus prestigieux en les confinant dans la sphère nationale.

Bref: au-delà du simple vœu sans cesse réitéré de mondialisation des problèmes à laquelle — tous en conviennent — doit nous conduire le moindre souci de fonder une paix qui ne soit plus une succession d'armistices mais une chaîne de plans mondiaux de développement, savants et politiques se rejoignent dans l'acceptation du chaos traditionnel, au lieu d'honorer leur vocation commune, qui est de transformer le monde. Mieux vaut, n'est-ce pas, venir que courir... Il n'y a pas d'autre trahison que celle des maîtres du savoir et du pouvoir.

Par exemple, que sert de proclamer, comme le fait à bon droit M. Bertrand Goldschmidt à la page 307, que « la supranationalisation de l'atome à l'échelle mondiale » est « la seule solution vraiment efficace », si, tout au long des 306 pages qui précèdent, on a tenté de justifier systématiquement la politique dite d'indépendance nucléaire — militaire et civile — de la France? Que sert d'affirmer que, malgré ses limites et sa fragilité, le Traité de Moscou portant interdiction des explosions nucléaires non-souterraines « est un événement considérable dans l'histoire atomique internationale », si l'on avoue un peu plus loin que si l'on ne l'a pas signé, c'est à cause des déceptions ressenties dans les tentatives de rapprochement atomique militaire avec les Américains — et parce que l'on voulait à tout prix essayer la première bombe

A française ? Admirez l'hypocrisie superbe de ceci : « La France est aussi consciente que les Etats-Unis du danger réel que représente pour la civilisation l'augmentation du nombre de pays possesseurs de l'arme et, comme les autres membres du Club atomique, elle ne désire nullement contribuer à la prolifération des puissances nucléaires : en ceci, notre attitude est identique à celle des Etats-Unis vis-à-vis de nous dans le passé ». *In cauda venenum !* Nul n'ignore, certes, que les Etats-Unis furent les premiers responsables de la nationalisation militaire et civile de l'atome. A partir de 1952, leur refus de collaborer avec les Anglais au projet interallié de bombe atomique, alors qu'en 1941, Churchill s'était permis de laisser pendant deux mois sans réponse les offres de Roosevelt en ce sens, était sans doute, si l'on peut dire, de bonne guerre : Londres perdit ainsi l'occasion unique d'une association à part entière avec Washington, et cela, pour avoir voulu garder en réserve l'atout bien éphémère de son avance technique sur le pays industriellement le plus puissant. Et en rendant aux Anglais la monnaie de leur pièce, les Américains dépouillaient l'alliance occidentale de tout caractère communautaire : ainsi condamnaient-ils par avance la future Organisation atlantique à n'être que leur zone d'hégémonie. Si la réconciliation nucléaire des anglo-saxons, scellée en août 1943 par un accord de coopération, assura aux Anglais une participation numériquement minoritaire, mais scientifiquement importante, à la mise au point des premières bombes, les savants français furent exclus du Projet Manhattan et durent se contenter — eux qui avaient pu, au début de la guerre, se flatter d'être à l'avant-garde — de travailler au sein de l'équipe anglo-canadienne qui, à Montréal, étudiait une pile à eau lourde. Par la suite, il est clair que les Etats-Unis, quoiqu'ayant présenté à l'O.N.U. un plan (Baruch-Lilienthal) tendant à confier la gestion de tout le développement atomique du monde à un organisme supranational, pratiquèrent à l'égard de tous leurs alliés — et notamment à l'égard de la France — un isolationnisme atomique rigoureux, dans le vain espoir

de retarder l'accession de l'U.R.S.S. puis d'autres pays, à l'arme nucléaire. Membre de l'équipe franco-anglo-canadienne pendant la guerre, contraint comme ses compatriotes à maintes ruses pour percer l'absurde secret militaire opposé aux Français par le Pentagone, M. Goldschmidt n'a pas été le seul à souffrir d'une discrimination humiliante et qui fut, à n'en pas douter, une faute politique dont la crise atlantique et la crise mondiale actuelle sont au moins en partie les conséquences.

Cela dit, l'étroitesse de vue des Américains devait-elle nécessairement entraîner la France à la myopie, et n'y avait-il aucun moyen pour la principale puissance atomique européenne continentale de contre-carrer la nationalisation de l'atome, nécessairement génératrice de dissémination des armements nucléaires ? A cela, M. Bertrand Goldschmidt répond qu'« il n'est tout de même pas impossible qu'à moyen terme, notre système mondial passe par un stade d'organisation qui donnerait à un nombre limité de puissances la supervision, pour chacune d'elles, d'une région globale ». Mais c'est pour ajouter aussitôt : « analogue à celle qu'exerce aujourd'hui l'Union Soviétique sur les pays de l'Est ». M. Goldschmidt s'accommoderait donc fort bien d'une fixation des hégémonies — mais, bien sûr, à condition qu'elles épargnent la France. Ou — mieux — que celle-ci exerce la sienne sur ses voisins : « la possibilité d'un telle solution est une raison de plus pour la France de posséder un armement atomique » ! Là, pas question, fut-ce à l'échelle régionale, de cette supranationalisation dont l'auteur se déclare quelques pages plus loin, partisan résolu. Pas question, surtout, de confier une telle mission à l'Euratome. Pourquoi ? Eh bien, écrit M. Goldschmidt, parce que cet organisme « n'a pas réussi à créer en neuf ans un esprit de solidarité communautaire ». Sous la plume du Directeur des relations extérieures et des programmes du Commissariat français à l'énergie atomique — organisme qui n'a guère aidé à la création et au développement de la Communauté atomique des Six —, la sentence ne manque pas de sel...

Il serait dommage que le public

reste, sans complément d'information, sur ce genre de jugement à l'emporte-pièces et sur certains silences d'un livre partial mais qui, outre un récit vivant, émaillé de souvenirs, apporte un premier panorama du premier quart de siècle de l'ère atomique et décrit remarquablement le processus de militarisation de la recherche nucléaire de 1954 à 1958, sans taire les manœuvres (2) d'un C.E.A. dominé par le « gaullisme technique » des savants anti-américains. Le principal mérite d'un tel ouvrage restera d'avoir mis en lumière la part — considérable — prise par les problèmes atomiques dans la politique internationale, et le rôle jusqu'à présent surtout négatif des membres, anciens ou nouveaux, du Club des Forces de Frappe. Aussi attend-on que les autres survivants de l'aventure atomique, ceux de l'équipe française des années de guerre en Grande-Bretagne et au Canada, le Professeur Auger, récemment encore directeur général de l'Organisation européenne de satellites, M. Jules Guéron, qui fut jusqu'en juillet dernier directeur général de la Recherche à l'Euratome, et M. Lew Kowarski, directeur au C.E.R.N., aient à cœur de contribuer par leur témoignage à cet aspect trop peu connu et capital de l'histoire contemporaine.

Jean Derennes

(1) Les rivalités atomiques 1939-1966. Les grandes études contemporaines, Editions Fayard.

(2) Il faut savoir gré à M. Goldschmidt d'avoir mis crûment en lumière la connivence de ceux des dirigeants du C.E.A. qui étaient favorables à un programme atomique militaire avec le général de Gaulle dès les négociations du Traité de C.E.D. Page 217 il rappelle la visite que le général fit à Saclay quelques jours avant le débat d'investiture du gouvernement Guy Mollet (janvier 1956), visite à l'issue de laquelle le futur chef de l'Etat « réunit les dirigeants du C.E.A. et les mit en garde contre les dangers susceptibles de résulter d'une perte d'indépendance nationale à la suite de l'évolution de la négociation européenne en cours ». Il serait intéressant de savoir qui avait autorisé la venue du général à Saclay : le gouvernement sortant, ou M. Guy Mollet ?

# LE V<sup>e</sup> PLAN, UNE STRATEGIE DE L'EXPANSION

par

Jean-Jacques BONNAUD

Ce petit ouvrage, d'un format d'ailleurs relativement important pour la collection, fait le point des travaux qui ont mené aux orientations du V<sup>e</sup> Plan. C'est à la fois une synthèse très complète sur le Plan et au-delà, une véritable initiation aux problèmes économiques du développement posés à l'occasion du Plan.

Le livre (1) comporte, en effet, trois parties consacrées, la première au « Point de départ du V<sup>e</sup> Plan » (théorie, méthodes, situation économique de la France à la fin du IV<sup>e</sup> Plan) ; la seconde aux choix proprement dits, la troisième à la mise en œuvre du Plan et à la description des moyens d'exécution du Plan. L'ensemble constitue donc plus une explication qu'une simple description.

Le premier chapitre est particulièrement important, car il précise l'évolution des idées sur la planification et explique la signification actuelle du plan ; le jeu combiné des contraintes nouvelles de l'environnement de notre économie (entrée dans le Marché commun, libération des échanges) et de l'évolutions de notre société (amélioration du niveau de vie et accession d'une majorité d'individus à un « revenu discrétionnaire », tendance à une urbanisation rapide et massive) pose en termes neufs les problèmes du développement économique et social tandis que le perfectionnement des méthodes de prévision et d'analyse économique autorise à concevoir un plan plus perfectionné. L'auteur insiste avec raison sur la dialectique ambitions-moyens d'où résulte une conception du plan plus active, largement due à M. Pierre Massé : le plan n'est plus une collection d'objectifs à 5 ans, c'est devenu un programme de politique économique à moyen terme et un cadre de référence pour la politique économique à court terme. Cette liaison entre le plan et la politique à court terme, qui

traduit le fait qu'en économie ouverte l'aléa et la pression extérieure constituent une menace permanente alors que les pouvoirs publics perdent une partie de leurs moyens d'action, explique l'introduction dans le plan d'une stratégie de réaction définie par un certain nombre de seuils assignés à l'évolution des grandeurs économiques considérées comme prioritaires par le plan et dont le franchissement appelle une réaction sous le contrôle de l'opinion publique (l'évolution récente du « clignotant » de la production industrielle, le communiqué gouvernemental du début septembre et l'introduction dans le budget de mesures fiscales de relance sont les premières illustrations du fonctionnement du mécanisme). Comme l'indique clairement l'auteur dans son commentaire, la plausibilité d'exécution du plan dépendra de plus en plus à l'avenir de la qualité de la stratégie intégrée dans le plan.

Un fort utile bilan du IV<sup>e</sup> Plan et un chapitre méthodologique assez technique, complètent cette introduction aux problèmes du plan pour la période 1965-70.

Dans la description des choix du plan on retiendra l'effort de l'auteur pour présenter les conditions des choix et les variantes envisagées pour le V<sup>e</sup> Plan. Des chapitres par secteur rappellent, en distinguant les objectifs d'une part et les simples prévisions de l'autre, les orientations du plan. On en retiendra particulièrement l'accent mis par le plan sur la politique de renforcement de nos structures industrielles. La régionalisation du plan, est bien décrite dans sa double nature de programme régionalisé d'investissements publics pour cinq ans et de première étape d'une politique d'aménagement du territoire à beaucoup plus long terme (1985). On pourra regretter la relative brièveté de ce chapitre, compte tenu de l'ampleur des travaux de régionalisation terminés, il est vrai, après l'adoption du plan : il y faudrait sans doute un ouvrage complet.

La troisième partie dans son commentaire explicatif des conditions de réalisations du V<sup>e</sup> Plan met l'accent sur les instruments de la stratégie du plan, les problèmes de financement et les moyens que la politique économique met au service de son exécution. Ces développements constituent, en fait, un véritable cours bref et clair sur les moyens de la politique économique. L'intérêt et le contenu de la programmation en

valeur comme système de critères opératoires pour l'exécution du plan, le développement de la technique des budgets économiques, les moyens d'incitation publique (fiscalité, quasi-contrats) y sont décrits avec précision. Puisant son information largement au-delà du texte du plan proprement dit, dans les documents techniques et les rapports des commissions en particulier, Jean-Jacques Bonnaud rappelle les grands choix de la politique financière notamment en matière de « transformation » du crédit, à propos de laquelle transparaît son scepticisme à l'égard de la substitution du secteur bancaire privé aux traditionnels réseaux publics, et en matière de politique des tarifs (la fameuse « vérité des prix »). Il ne dissimule pas au passage les lacunes du plan concernant notamment les problèmes de financement des collectivités locales, la réforme des prestations sociales ou de la politique des prix, dont l'absence traduit en fait l'hésitation du pouvoir politique devant ses solutions parfois pénibles qui seront remises jusqu'à ce que la pression des nécessités les rende inévitables (ainsi des réformes décidées hâtivement dans le cadre des ordonnances). On appréciera le rappel de la nécessité d'adapter l'administration à la préparation et à l'exécution du plan. On regrettera que les développements (fort intéressants) sur l'intégration progressive du plan dans l'ordre juridique ne soient pas davantage explicités. On regrettera également l'allusion trop brève aux progrès de la planification — souvent inspirée du modèle français — en Europe occidentale.

Dans l'ensemble, ce petit ouvrage, par l'insistance qu'il donne aux facteurs sociologiques dans la problématique et l'exécution du plan nous fait très bien sentir la fonction que le plan joue et devrait davantage jouer non seulement comme technique du développement mais comme « l'un des mécanismes par lesquels notre société doit faire l'apprentissage des possibilités et des contraintes de son développement, et parvenir peut-être à une plus claire conscience de ses finalités ».

Ce livre constitue une synthèse approfondie et la réflexion d'un expert objectif, que non seulement le « citoyen des années 1965 » mais aussi le praticien auront intérêt à parcourir pour mieux se situer dans notre économie et notre société en changement.

Henri Bourbon

(1) Editions de l'Epargne.



# L'arche sur les grandes eaux

par ETIENNE BORNE.

**R** IEN n'aura été négligé pour que les « Antimémoires » s'inscrivent solidement et utilement dans nos mémoires. La rentrée d'André Malraux en littérature a été saluée par un tel déluge de commentaires pleuvant sur des commentaires que les « Antimémoires » portées sur les grandes eaux du succès et de la publicité et haussées par le flot au-dessus de toutes les cimes désormais effacées, ne sont pas sans ressembler à l'arche biblique, unique, solitaire, retranchée de l'univers, contenant en raccourci tout un univers et pour passer définitivement de l'autre côté de la métaphore, sauvée d'un monde dont le sens se brouille et qui est retourné à la vaste indistinction du chaos originel. Ainsi déchiffré, le symbole de l'arche donnera à comprendre et le contenu de l'œuvre et l'intention de l'auteur.

**L'**ARCHE. Que s'entrouvre la clôture de sa parfaite finitude, et vous observeront familièrement, pressées des unes contre les autres dans la nuit lumineuse de leur entassement, les figures récapitulatives de tout l'univers, les énigmatiques jouxtant les limpides, les farfelues glissées ironiquement parmi les sublimes. L'arche. En son centre, maîtresse de l'hétéroclite et fascinant troupeau au millier de regards, la vigilance ingénieuse et anxieuse d'un homme, qui récapitule, lui seul, toutes les figures de l'homme : architecte bâtisseur d'abris clos, astrologue attentif aux signes du ciel, berger capable d'apprivoiser avec les bêtes toutes les sauvageries de la nature, et de les faire dormir ensemble sous la lampe ; navigateur coureur de toutes les aventures, qui dans leur bric-à-brac héroïque font le même et unique destin ; prince de sagesse qui entend le langage de l'arche et qui par conséquent sait que toute maison, si tranquille et solidement établie qu'elle paraisse ne cesse de rompre ses amarres et de danser sur la mer, mais aussi que tout navire, fût-il le bateau ivre perdu dans le désert liquide, est aussi une maison fermée où veillent au dedans le recueillement et le silence. Tant il est vrai que l'humain n'échappe ni à l'intimité ni à l'immensité. L'arche. Est-elle salut réel ? l'homme sauvé en sauvant exemplairement tous les êtres ? ou l'image vaine et dérisoirement belle d'un salut impossible ?

**U** NE parabole contée en marge de la Genèse raconte du même coup les Antimémoires. Qui ne contiennent pas une autobiographie. Car André Malraux ne s'intéresse pas à André Malraux, encore qu'il sache se rendre prodigieusement intéressant, mais à la condition humaine pour reprendre le titre qui faisait une sorte d'antiroman de son plus grand roman ; et s'il évoque tel ou tel épisode de sa vie, rencontre avec l'histoire dans la Résistance ou avec les hommes de l'histoire, de Gaulle, Nehru, Mao, c'est, comme on presse un fruit pour en connaître la saveur et l'essence, afin d'extraire de ce rapport singulier d'un homme avec le destin ou d'un homme avec un homme la part de vérité amère et interrogative qu'il contient. Antimémoires et cependant Mémoires. A la manière dont l'arche biblique est antimalson, puisqu'elle est navire et antinavire puisqu'elle est maison. Marcel Proust disait qu'il avait écrit « A la Recherche du Temps perdu », dans laquelle toute son expérience en passant de l'existence à l'essence devient art et pensée, pour échapper à ce qu'il appelait la contingence des Mémoires. La contingence, c'est-à-dire l'accidentel, l'individuel, le hasard, que Proust et Malraux méprisent de concert en immenses artistes qu'ils sont l'un et l'autre. Mais ils savent tous deux se souvenir d'une vie qui est la vie, d'un homme qui est l'homme. Leurs antimémoires sont mémoires à la manière dont est mémoire la réminiscence platonicienne qui à l'occasion de l'événement rappelle ou pressent l'Idée. Mais par le moyen de l'Idée de l'homme et de l'Idée de la vie, c'est tout l'homme et tous les hommes, toute la vie et tous les vivants qui se trouvent rassemblés dans la « Recherche » ou les « Antimémoires » et la grande œuvre d'art devient exactement l'arche sainte par laquelle

est sauvé des grandes eaux — et c'est la question typiquement malrucienne que symbolise l'image biblique — faut-il dire l'homme ou (et est-ce moins ou plus ?) l'honneur de l'homme ?

**J'**ENTENDS d'ici tintinnabuler, grinçants et furieux, les grelots qu'agitent nos moutons de Panurge, friands de modernités et de modes, et qui entendent réfuter d'arguments aigrelés le son de cette cloche de bronze pour appliquer à Malraux l'admirable image par laquelle Malraux signifiait d'un coup tout Corneille, style, art et pensée. Car enfin, bêlent les sonnailles, Malraux est scandaleusement en retard sur le mouvement de l'histoire. Ce prétendu agnostique, dévot d'une religion éteinte, n'a à la bouche que l'homme et l'honneur de l'homme, alors que, tous les esprits éclairés le savent, l'homme vient d'être jeté à la voirie où pourrissent les idoles périmées et déposées (ce serait être dupe encore des dieux morts que de les enrouler comme Renan et Malraux dans des linuels de pourpre). Plus gravement encore cet attardé se donne et nous donne l'illusion qu'un écrivain est maître à la fois de sa langue et de sa culture et qu'il peut user de l'une et de l'autre avec une liberté souveraine pour désigner, juger, interroger, bref, pour chercher une vérité que contiendraient mystérieusement en eux-mêmes et au-delà d'eux-mêmes langages et cultures. Préjugé caractéristique d'un temps humaniste et préstructuraliste. André Malraux ne sait pas et nous savons à sa place qu'il habite un univers verbal dont le flamboiement baroque est un produit de décomposition de la culture bourgeoise, que le syncrétisme culturel et vertigineusement libéral dont il fait profession est ce moment de l'univers abstrait, dit cosmopolitisme, dont la science de l'histoire démontre que symptôme immanquable, il précède toujours la mort des civilisations condamnées, que le langage n'est qu'une technique et une logique et qu'on ne peut lui prêter une vertu évocatrice du réel et représentative du vrai que par magie aisément démystifiable. Qui parle ? Personne, même pas Malraux mais à travers Malraux, un monde culturel épuisé et qui ordonne avec inconscience les feux d'artifice de son propre autodafé.

**C**ONTESTATIONS rageuses et oiseuses. Nul mieux que Malraux n'a mené le procès des humanismes académiques qui se font une image rassurante et conventionnelle de l'homme, en congédiant les spiritualismes d'alibi et les narcissismes de l'intériorité et en affirmant avec éclat que l'homme est un rapport avec le destin avant d'être un rapport avec lui-même. Et par quelques fulgurations qui datent de l'avant-guerre il annonçait un renouvellement de la pensée par lequel Sartre a été Sartre et Camus Camus. En instituant dans son œuvre le colloque des civilisations, en faisant parler à sa prose toutes les langues, il a par une critique créatrice donné des chances neuves, contre les néo-positivismes et les formalismes linguistiques, à la culture, à la parole, au langage. Qu'importe. Reste l'inexpiable qui pour l'antihumanisme contemporain est d'avoir reconnu la permanence de l'esprit dans l'inévitable question du sens et du non-sens par laquelle, la réponse serait-elle introuvable, l'homme interroge inlassablement son destin en se donnant à lui-même sa dignité. L'arche sera-t-elle submergée par les grandes eaux, alors que ce qu'elle représente de ruse et de mesure, de défi et d'art vaut infiniment mieux que l'indéfinie et aveugle monotonie liquide à la fin triomphante ? ou est-il raisonnable d'attendre le vol de la colombe et l'apparition de l'arc de Dieu dans la nuée, annonçant la réconciliation de l'homme avec son destin, dans le retrait définitif des grandes eaux ? L'interrogation sur le sens et le non-sens est la patrie commune des agnostiques et des chrétiens, et c'est elle qui rend si fraternel au terme des « Antimémoires » l'entretien d'André Malraux et d'Edmond Michelet parlant ensemble de la torture et des camps, de la mort et de l'aviissement. Les seuls problèmes.